



RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'ASSEMBLÉE 2012-2013

# Parlement wallon



La rédaction du Rapport d'activités 2012-2013 a été clôturée le 19 octobre 2013.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site web du Parlement wallon ([www.parlement-wallon.be](http://www.parlement-wallon.be)) ou auprès du Service des études et de la documentation du Greffe (courriel : [doc@parlement-wallon.be](mailto:doc@parlement-wallon.be), tél : 081.25.16.77).

Parlement wallon

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'ASSEMBLÉE

SESSION ORDINAIRE 2012-2013

5<sup>e</sup> SESSION DE LA 9<sup>e</sup> LEGISLATURE



# TABLE DES MATIÈRES

## AVANT-PROPOS

## COMPOSITION

- A. Membres **11**
- B. Groupes politiques **12**
- C. Pyramide des âges **13**
- D. Répartition par sexe **13**
- E. Contrôle des rémunérations **14**

## ORGANISATION

- A. Organes de gestion **17**
- B. Greffe **18**
- C. Budget **19**
- D. Certification et mesures de gestion **19**

## TRAVAIL LEGISLATIF

- A. Statistiques des séances plénières et des réunions de commissions **23**
- B. Les commissions, comités et leur composition **25**
- C. Textes déposés, adoptés et retirés **36**
- D. Activités des commissions **46**
- E. Budget de la Région **52**
- F. Conseil d'État et Cour Constitutionnelle **53**

## CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT

- A. Le Gouvernement wallon **57**
- B. Interpellations et questions **57**
- C. Rapports divers **58**
- D. Le Médiateur **59**

## RÉSOLUTIONS **63**

## DÉBATS TENUS EN SÉANCES PLÉNIÈRES

- A. Débats extraordinaires **71**
- B. Débats relatifs à des questions d'actualité **71**

## RELATIONS INTERNATIONALES

- A. Accueil de délégations étrangères **75**
- B. Déplacements et missions **80**
- C. Participations à des réunions internationales et interrégionales **80**

## RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ

- A. Bienvenue au Parlement wallon **87**
- B. Statistiques des visites **87**
- C. Événements **87**

## IN MEMORIAM **91**



## Plongée au coeur de la démocratie wallonne

Dans un contexte d'accroissement des compétences régionales, le Parlement wallon doit, plus que jamais, incarner l'intérêt général de l'ensemble des habitants de Wallonie.

Le rapport d'activités du Parlement permet aux citoyens intéressés de prendre connaissance du travail réalisé au sein de notre Assemblée au cours d'une année.

Détaillé, il atteste de la quantité et de la diversité du travail mené au Parlement et peut, sans conteste, être source d'intérêt, de surprises, de questions et – qui sait ? – de désirs d'en savoir plus pour ceux qui voudront, derrière ces pages, découvrir l'essentiel du travail politique et éclairer ce qui ne se met pas en rapport...

Les chiffres publiés ici confirment les tendances évoquées les années précédentes : une inflation de questions adressées au Gouvernement qui ne constitue probablement pas un horizon souhaitable pour la démocratie parlementaire et un faible taux de propositions de décret qui illustre sans doute la difficulté actuelle de positionnement des élus au regard de la complexité de plus en plus grande du travail législatif et du poids déterminant des exécutifs.

Ce rapport d'activités 2012-2013 n'est toutefois qu'une des portes permettant de pénétrer au coeur de notre démocratie régionale dont nous savons qu'un des défis est de se ressourcer dans le terreau d'une citoyenneté active. Les problèmes et limites de notre système démocratique ne sont en effet dépassables que par davantage de démocratie...

Le Parlement wallon est l'émanation du peuple de Wallonie, de sa réalité et de ses aspirations. Son activité est celle des élus et aucun cliché statistique ne rendra compte de l'engagement et de la manière propre avec laquelle chaque parlementaire exerce ses responsabilités.

En ces temps où la représentation politique est fréquemment contestée ou dévalorisée, rappelons combien le rôle des parlementaires est essentiel : chercher et tracer un chemin vers l'avenir qui permette à chaque citoyen de trouver une place, à sa mesure, dans notre société.

À travers ce rapport d'activités et au-delà de ses pages, c'est bien ce chemin que nous invitons le lecteur à emprunter.

Mais ce travail politique, qu'il soit législatif ou de contrôle du Gouvernement, ne serait pas possible sans le support efficace du Greffe du Parlement, une administration au service des députés et, fondamentalement, de la société.

Qu'il me soit permis, à quelques mois de la fin de la législature, de souligner combien cette administration a évolué et s'est modernisée au cours des cinq dernières années.

Avec des ressources humaines quantitativement notoirement inférieures à celles d'assemblées d'importance comparable, le Greffe du Parlement wallon s'est engagé dans une démarche de qualité basée sur une amélioration constante de l'efficacité et de l'efficience de ses services.

Incontestablement, pour peu que ses moyens financiers soient adaptés aux besoins réels de notre Institution, le chemin parcouru durant cette législature par l'ensemble du personnel du Greffe permet d'envisager le futur avec optimisme.

Si toute politique est autorisation de l'avenir, celle qui a été menée depuis 2009 par le Bureau du Parlement et sous la houlette de son Greffier est de bon augure pour les générations de députés qui nous suivront avec, sans nul doute, la même passion pour l'action au service de la société.

Bonne lecture !

Patrick DUPRIEZ

Président





# COMPOSITION

---



## A. MEMBRES\*

Mme Barzin Anne	MR
M. Bastin Jean-Paul	cdH (depuis le 10 juillet 2013, en remplacement de M. M. Elsen)
M. Bayet Hugues	PS
Mme Bertouille Chantal	MR
M. Binon Yves	MR
M. Bolland Marc	PS
M. Borsus Willy	MR
M. Bouchat André	cdH
Mme Cassart-Mailleux Caroline	MR
M. Cheron Marcel	Ecolo (Sénateur de Communauté)
M. Collignon Christophe	PS
Mme Cornet Véronique	MR
Mme Cremasco Véronica	Ecolo
M. Crucke Jean-Luc	MR
M. Daele Matthieu	Ecolo
Mme de Coster-Bauchau Sybille	MR
M. de Lamotte Michel	cdH
M. de Saint Moulin Marc	PS
Mme Defraigne Christine	MR (Sénatrice de Communauté)
M. Desgain Xavier	Ecolo
Mme Dethier-Neumann Monika	Ecolo
M. Disabato Emmanuel	Ecolo
M. Dodrimont Philippe	MR
M. Dupont Christian	PS
M. Dupriez Patrick	Ecolo
M. Eerdekens Claude	PS
M. Elsen Marc	cdH (jusqu'au au 10 juillet 2013, remplacé par M. J.-P. Bastin)
Mme Fassiaux-Looten Françoise	PS
M. Fourny Dimitri	cdH (Sénateur de Communauté jusqu'au 3 décembre 2012)
Mme Gahouchi Latifa	PS (depuis le 19 décembre 2012, en remplacement de M. S. Kilic)
M. Gadenne Alfred	cdH
Mme Goffinet Anne-Catherine	cdH
Mme Gonzalez Moyano Virginie	PS
M. Hazée Stéphane	Ecolo
Mme Houdart Catherine	PS
M. Jamar Hervé	MR
M. Jeholet Pierre-Yves	MR
Mme Kapompolé Joëlle	PS
M. Kilic Serdar	PS (jusqu' au 7 décembre 2012, remplacé par Mme L. Gahouchi)
M. Kubla Serge	MR
M. Langendries Benoît	cdH
M. Lebrun Michel	cdH
M. Lenzini Mauro	PS
Mme Linard Bénédicte	Ecolo (depuis le 19 décembre 2012, en remplacement de M. O. Saint-Amand)
M. Luperto Jean-Charles	PS
M. Maene Jean-Claude	PS
Mme Meerhaeghe Isabelle	Ecolo
M. Miller Richard	MR (Sénateur de Communauté)
M. Mottard Maurice	PS
Mme Moucheron Savine	cdH

M. Mouyard Gilles	MR
M. Neven Marcel	MR
M. Noiret Christian	Ecolo
M. Onkelinx Alain	PS
Mme Pary-Mille Florine	MR
Mme Pécriaux Sophie	PS
M. Pirlot Sébastien	PS
M. Prévot Maxime	cdH
Mme Reuter Florence	MR
Mme Saenen Marianne	Ecolo
M. Saint-Amand Olivier	Ecolo (jusqu'au 18 décembre 2012, remplacé par Mme B. Linard)
Mme Salvi Véronique	cdH (jusqu'au 31 janvier 2013, remplacée par M. A. Tanzilli)
Mme Saudoyer Annick	PS
M. Senesael Daniel	PS
Mme Servaes Christine	cdH (jusqu'au 17 juillet 2013)
Mme Simonet Marie-Dominique	cdH (depuis le 17 juillet 2013)
Mme Simonis Isabelle	PS
Mme Sonnet Malika	PS
M. Stoffels Edmund	PS
M. Tachenion Pierre	PS
M. Tanzilli Atnoine	cdH (depuis le 20 février 2013, en remplacement de Mme V. Salvi)
Mme Targnion Muriel	PS (Sénatrice de Communauté jusqu'au 13 mars 2013)
M. Tiberghien Luc	Ecolo
Mme Trotta Graziana	PS
M. Wahl Jean-Paul	MR
M. Walry Léon	PS
M. Wesphael Bernard	Indépendant
Mme Yerna Maggy	PS
M. Yzerbyt Damien	cdH
Mme Zrihen Olga	PS (Sénatrice de Communauté)

\* Voir Doc. 1 (SE2009) N°9 - Liste des membres du Parlement wallon et de leurs suppléants dont les pouvoirs ont été validés.

## B. GROUPES POLITIQUES

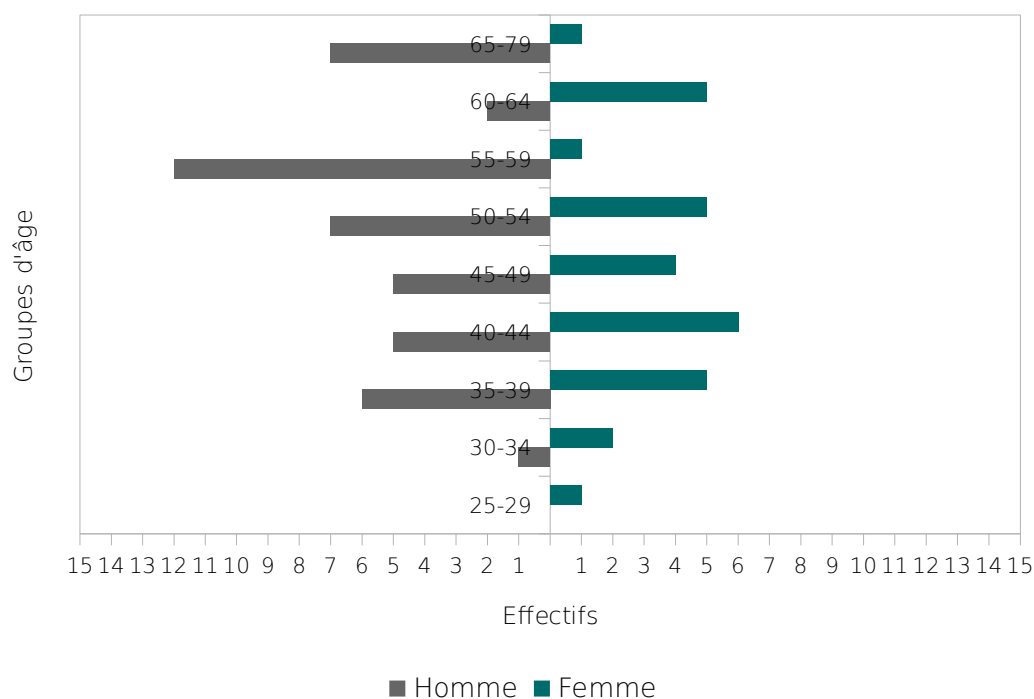
Les 75 sièges du Parlement wallon se répartissent comme suit :

Groupes politiques	Nombre de députés
PS	29
MR	19
Ecolo	13
cdH	13
Indépendant	1

Les groupes politiques ont désigné un président en leur sein :

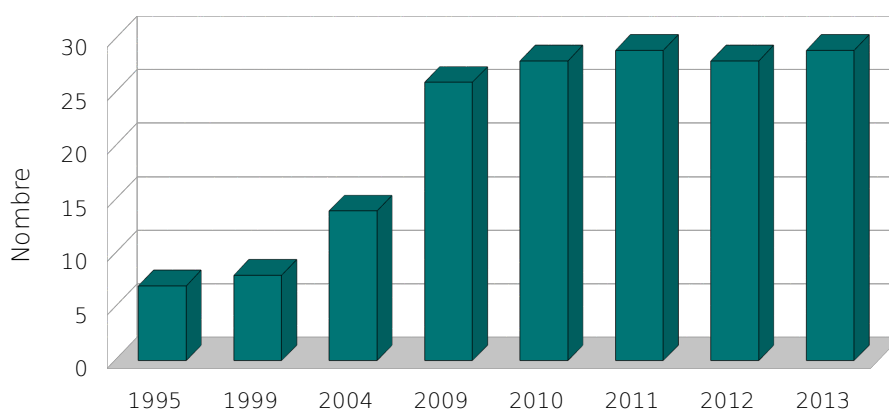
GROUPE PS	Mme Isabelle SIMONIS ;
GROUPE MR	M. Willy BORSUS ;
GROUPE Ecolo	M. Emmanuel DISABATO ;
GROUPE cdH	M. Maxime PREVOT.

## C. PYRAMIDE DES ÂGES



## D. RÉPARTITION PAR SEXE

Au 18 septembre 2013, le Parlement wallon compte 29 députés de sexe féminin, soit 38,6% de femmes.



Représentation des femmes au sein des groupes politiques du Parlement wallon :

- pour le Groupe PS : 13 sur un total de 29 membres (soit 45%);
- pour le Groupe MR : 8 représentantes sur un total de 19 membres (soit 42%) ;
- pour le Groupe ECOLO : 5 représentantes sur un total de 13 membres (soit 38%);
- pour le Groupe cdH : 3 représentantes sur un total de 13 membres (soit 23%).

## E. CONTRÔLE DES RÉMUNÉRATIONS

Conformément aux dispositions légales, le Bureau a procédé au contrôle des rémunérations des parlementaires titulaires d'un mandat originaire exercé au niveau local.

**Doc. 777 (2012-2013) N° 1)**

Rapport pour l'année 2011 en application de l'article 2 du décret du 19 juin 2008 portant ratification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 pris en exécution de l'article 55 du décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation présenté par le Bureau du Parlement wallon - 28 mars 2013.

# ORGANISATION

---





## A. ORGANES DE GESTION

### Le Bureau



De gauche à droite : MM. Janssens, Walry, Mme Cornet, M. Dupriez, Mme Pecriaux, MM. Lebrun, de Saint-Moulin

Le Bureau :

- règle les questions administratives et financières concernant les députés ;
- règle les questions administratives, financières et judiciaires concernant l'organisation interne du Parlement wallon, son greffe et ses organes ;
- adopte les modalités d'application du statut des députés et des anciens députés ;
- nomme les membres du personnel, à l'exception du greffier. Il arrête l'organigramme du greffe ;
- représente le Parlement wallon dans les actes extra-judiciaires, à la diligence du mandataire qu'il désigne ;
- rédige des projets d'adresse.

Le Bureau du Parlement wallon était composé comme suit :

Président	M. Patrick DUPRIEZ
Première Vice-Présidente	Mme Véronique CORNET
Vice-Président	M. Léon WALRY
Vice-Présidente	Mme Sophie PECRIAUX
Secrétaire	M. Michel LEBRUN
Secrétaire	M. Marc de SAINT MOULIN
Greffier	M. Frédéric JANSSENS, secrétaire général.

### La Conférence des présidents

La Conférence des présidents est composée des membres du Bureau ainsi que des présidents des groupes politiques reconnus.

Les présidents de commissions permanentes sont invités aux réunions pour ce qui concerne l'organisation des travaux de leur commission.

La Conférence des présidents statue notamment sur l'organisation des travaux du Parlement et arrête l'ordre du jour des séances plénières, des commissions et des comités. Elle statue également sur la recevabilité des interpellations et questions orales.

## B. GREFFE

### Le Greffier

Le Greffier prend place au bureau et assiste le président du Parlement en toutes circonstances et notamment pendant les séances plénières, les comités secrets et les réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il dresse acte des délibérations du Parlement wallon et le procès-verbal des séances plénières, des comités secrets et des réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il assume l'exécution des décisions du Parlement wallon et de ses organes. Il assure notamment les convocations des séances plénières, des commissions et des comités ainsi que l'impression et la distribution des documents.

Il a la garde des archives du Parlement wallon.

Enfin, au nom du Bureau, il a autorité sur les services du Greffe du Parlement wallon et son personnel.

### Les principaux services du Greffe

#### La Direction de l'action parlementaire

La Direction de l'action parlementaire gère les matières qui sont directement liées au mandat exercé par les parlementaires. Les services qui la composent sont notamment chargés de préparer et d'organiser les séances plénières et les réunions de commissions et comités.

Ils assurent également le traitement de l'ensemble des questions au Gouvernement et gèrent tous les documents parlementaires de leur mise en page à leur distribution et leur archivage.

#### La Direction des affaires institutionnelles

La Direction des affaires institutionnelles accompagne les parlementaires au cours de l'exercice de leur mandat tant pour ce qui concerne leurs prérogatives découlant notamment de la Constitution et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles que pour les aspects matériels.

Elle fournit assistance aux parlementaires et aux services pour ce qui concerne les recherches et études documentaires ainsi que pour des questions juridiques.

#### La Direction de la logistique

La Direction de la logistique assure un support général aux différents services du Greffe pour leur permettre de remplir leurs missions en assurant l'efficacité et en maîtrisant les coûts tout en participant à l'effort de développement durable.

#### La Direction des relations internationales

La Direction des relations internationales apporte son appui aux actions de diplomatie parlementaire, aux missions d'information et à la participation du Parlement wallon au bon fonctionnement de l'Union européenne.

#### Le personnel du Greffe

Au 1er janvier 2013, le Greffe comptait 93 agents répartis au sein des différents services.

## C. BUDGET

Les dépenses 2013 du Parlement ont été estimées à 54 319 487 euros.  
Pour 2013, une dotation de 45 551 000 euros a été inscrite au budget de la Région.

Pour plus de détails, le lecteur est invité à se référer aux documents parlementaires suivants :

- Doc. 4-III h (2012-2013) N°1, adopté le 26 novembre 2012 (projet de budget de fonctionnement du Parlement wallon pour l'année 2013) ;
- Doc. 4-bcd (2012-2013) N°1, adopté le 26 novembre 2012 (projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 2013 - *Exposé particulier afférent aux compétences du Ministre-Président du Gouvernement wallon.*

## D. CERTIFICATION ET MESURES DE GESTION

Le Greffe du Parlement wallon peut se prévaloir d'une certification à la norme ISO 9001:2008. Cette norme exige des institutions qui s'engagent à la respecter une définition parfaitement transparente et claire des modalités sur base desquelles elles agissent au quotidien. Il en découle une recherche permanente du plus haut degré d'efficacité. La certification porte sur l'ensemble des activités du Greffe :

- organisation du travail législatif et budgétaire des députés wallons ;
- organisation du travail de contrôle du Gouvernement wallon par les députés wallons ;
- organisation de l'expression des députés wallons sur des problèmes de société ;
- organisation de la contribution du Parlement wallon au bon fonctionnement de l'Union européenne ;
- organisation des relations internationales du Parlement wallon ;
- publicité et archivage des travaux du Parlement wallon ;
- services aux parlementaires et aux groupes parlementaires ;
- relations du Parlement wallon avec la société ;
- gestion administrative, matérielle et financière du Parlement wallon et du Greffe.

Le Greffe du Parlement wallon organise par ailleurs chaque année des enquêtes de satisfaction interne et externes (parlementaires, fournisseurs critiques et visiteurs) qui lui permettent d'ajuster toujours davantage ses services et son fonctionnement aux attentes de ses mandants, de ses interlocuteurs et de ses agents.

Enfin, le Greffe prépare la certification de ses services aux normes environnementale ISO14001:2004 et de sécurité des systèmes d'information ISO27001:2005.



# TRAVAIL LEGISLATIF

---

PARLEMENT  
WALLON

PARLEMENT  
WALLON

PARLEMENT  
WALLON

PARLEMENT  
WALLON

PARLEMENT  
WALLON

PARLEMENT  
WALLON

DOCUMENTS

2004-2009

206-226

DOCUMENTS

2004-2009

227-250

DOCUMENTS

2004-2009

251-270

DOCUMENTS

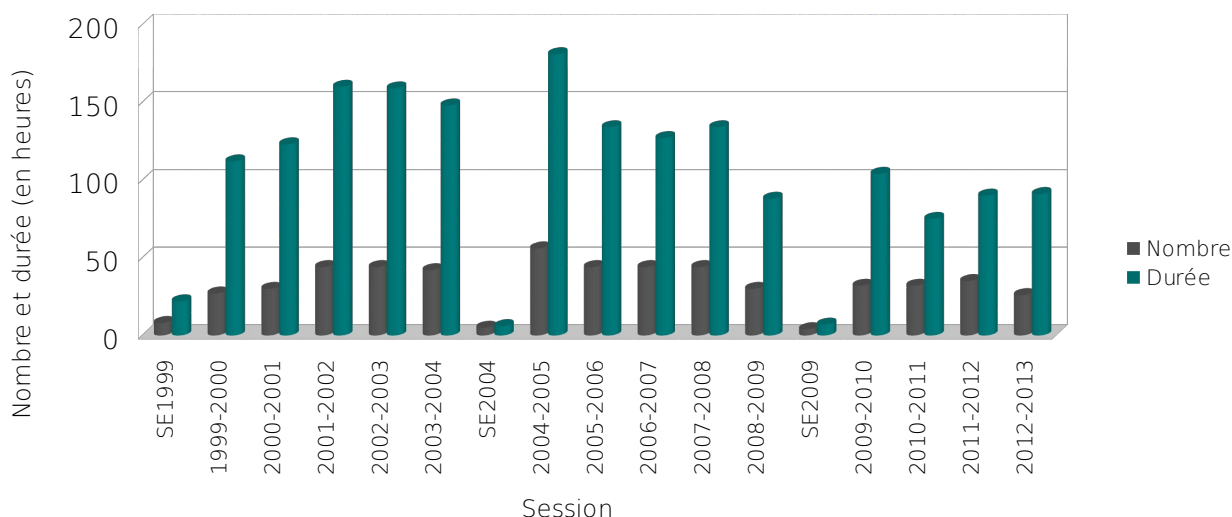
2004-2009

DOCUMENTS

# A. STATISTIQUES DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES RÉUNIONS DE COMMISSIONS

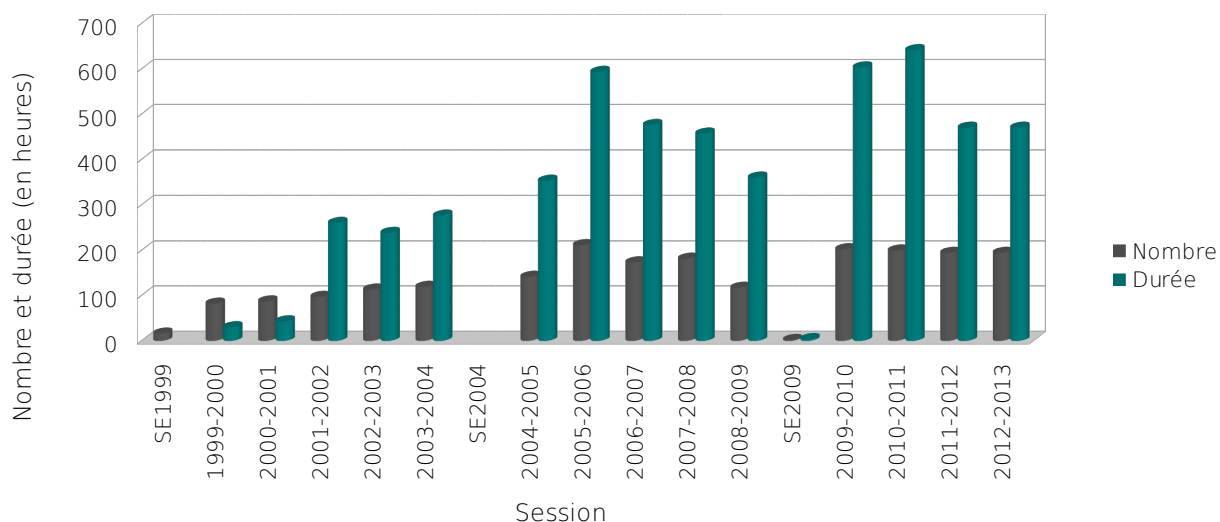
## Les séances plénières

Du 21 septembre 2012 au 18 septembre 2013, les députés se sont réunis à 26 reprises, durant 91 heures et 3 minutes.



## Les réunions de commissions

La session 2012-2013 a compté 212 réunions de commissions publiques et 40 réunions de commissions à huis-clos, pour un total de 586 heures et 35 minutes (ce chiffre ne tient pas compte des réunions de la Commission des poursuites).



Par commission permanente :

- *Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales* :  
20 réunions; 30 heures et 36 minutes ;
- *Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique* :  
28 réunions; 85 heures et 56 minutes ;
- *Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports* :  
23 réunions; 71 heures et 52 minutes ;
- *Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles* :  
23 réunions; 52 heures et 57 minutes ;
- *Commission des affaires intérieures et du tourisme* :  
27 réunions; 65 heures et 50 minutes ;
- *Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances* :  
19 réunions; 47 heures et 15 minutes ;
- *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité* :  
30 réunions; 73 heures et 56 minutes ;
- *Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine* :  
24 réunions; 89 heures et 49 minutes.





## B. LES COMMISSIONS, COMITÉS ET LEUR COMPOSITION

### Commissions permanentes et sous-commission

#### a. Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales

PRÉSIDENT : M. Jean-Claude MAENE  
VICE-PRÉSIDENT : M. Dimitri FOURNY  
VICE-PRÉSIDENT: M. Xavier DESGAIN

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. de SAINT-MOULIN	Mme S. de COSTER-BAUCHAU	M. X. DESGAIN	M. D. FOURNY
Mme C. HOUDARD	M. G. MOUYARD	M. L. TIBERGHIE	M. A. TANZILLI <sup>(1)</sup>
M. J.-C. MAENE	M. R. MILLER		
Mme A. SAUDOYER			
Mme M. TARNION			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. COLLIGNON	M. W. BORSUS	M. M. CHERON	M. A. BOUCHAT
M. M. LENZINI	M. J.-L. CRUCKE	M. E. DISABATO	Mme S. MOUCHERON
M. M. MOTTARD <sup>(2)</sup>	Mme C. DEFRAIGNE		
M. P. TACHENION			
Mme O. ZRIHEN			

<sup>(1)</sup> depuis le 6 mars 2013, en remplacement de Mme V. SALVI.

<sup>(2)</sup> depuis le 15 octobre 2012, en remplacement de M. M. MOTTARD.

#### *Sous-commission de contrôle des licences d'armes*

PRÉSIDENT : M. Jean-Claude MAENE  
VICE-PRÉSIDENT : M. Dimitri FOURNY  
VICE-PRÉSIDENT : M. Luc TIBERGHIE

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. de SAINT-MOULIN	M. R. MILLER	M. L. TIBERGHIE	M. D. FOURNY
M. J.-C. MAENE	M. G. MOUYARD		
Mme A. SAUDOYER			
Mme M. TARNION			

Cette sous-commission s'est réunie le 5 novembre 2012 et le 29 avril 2013.

b. Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique

PRÉSIDENT : M. Hervé JAMAR  
 VICE-PRÉSIDENTE : M. Annick SAUDOYER  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Benoît LANGENDRIES

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. EERDEKENS	M. J-L. CRUCKE	Mme I. MEERHAEGHE	M. D. FOURNY
Mme A. SAUDOYER	M. H. JAMAR	Mme M. SAENEN	M. B. LANGENDRIES
M. E. STOFFELS	Mme F. REUTER		
M. P. TACHENION			
Mme M. YERNA			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	M. Y. BINON	M. X. DESGAIN	M. M. LEBRUN
Mme V. GONZALEZ MOYANO	M. P-Y. JEHOLET	Mme M. DETHIER-NEUMANN	Mme C. SERVAES
M. L. GAHOUCI <sup>(1)</sup>	M. M. NEVEN		
Mme M. SONNET			
Mme G. TROTTA			

<sup>(1)</sup> depuis le 15 janvier 2013, en remplacement de M. S. KILIC.

c. Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports

PRÉSIDENT : M. H. BAYET<sup>(1)</sup>  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Michel LEBRUN  
 VICE-PRÉSIDENTE : Mme Anne BARZIN

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	Mme A. BARZIN	M. S. HAZEE	M. M. de LAMOTTE
M. C. EERDEKENS	Mme V. CORNET	M. C. NOIRET	M. M. LEBRUN
Mme V. GONZALEZ MOYANO	M. P-Y. JEHOLET		
Mme J. KAPOMPOLE			
M. S. KILIC <sup>(2)</sup>			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. DUPONT	M. P. DODRIMONT	M. M. CHERON	M. B. LANGENDRIES
Mme S. PECRIAUX	M. S. KUBLA	Mme V. CREMASCO	Mme A-C. GOFFINET
Mme I. SIMONIS	M. M. NEVEN		
Mme G. TROTTA			
Mme M. YERNA			

(1) depuis le 14 janvier 2013, en remplacement de Mme J. KAPOMPOLE.

(2) depuis le 14 janvier 2013, en remplacement de M. S. KILIC.

#### d. Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles

PRÉSIDENTE : Mme Chantal BERTOUILLE

VICE-PRÉSIDENT : M. Sébastien PIRLOT

VICE-PRÉSIDENT : M. Christian NOIRET

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	Mme C. BERTOUILLE	M. C. NOIRET	M. A. GADENNE
Mme J. KAPOMPOLE	Mme C. DEFRAIGNE	M. E. DISABATO	Mme A-C. GOFFINET
M. S. PIRLOT	M. S. KUBLA		
Mme. I. SIMONIS <sup>(1)</sup>			
Mme V. GONZALEZ MOYANO			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. LENZINI	Mme C. CASSART-MAILLEUX	M. X. DESGAIN	M. M. ELSEN
M. J-C. LUPERTO	M. J-L. CRUCKE	M. S. HAZEE	M. A. TANZILLI <sup>(1)</sup>
M. A. ONKELINX	M. P-Y. JEHOLET		
M. D. SENESAEL			
Mme M. TARNION			

(1) depuis le 16 octobre 2012, en remplacement de M. J.-CL. MAENE.

(2) depuis le 6 mars 2013, en remplacement de Mme V. SALVI..

e. Commission des affaires intérieures et du tourisme

PRÉSIDENT : M. Christophe COLLIGNON  
 VICE-PRÉSIDENTE : Mme Florine PARY-MILLE  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Christian DUPONT

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. COLLIGNON	M. M. NEVEN	M. S. HAZEE	M. A. BOUCHAT
M. M. de SAINT-MOULIN	Mme F. PARY-MILLE	MME B. LINARD <sup>(1)</sup>	M. D. YZERBYT
M. C. DUPONT	M. J-P. WAHL		
M. A. ONKELINX			
Mme O. ZRIHEN			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	Mme V. CORNET	M. M. CHERON	M. D. FOURNY
M. J.-C. LUPERTO	M. H. JAMAR	M. L. TIBERGHIE	Mme C. SERVAES
M. J.-C. MAENE	M. P-Y. JEHOLET		
Mme S. PECRIAUX			
Mme A. SAUDOYER			

<sup>(1)</sup>depuis le 16 janvier 2013, en remplacement de M. O. SAINT-AMAND.

f. Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances

PRÉSIDENT : M. A. ONKELINX  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Luc TIBERGHIE  
 VICE-PRÉSIDENTE : Mme Florence REUTER

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme L. GAHOUCI <sup>(1)</sup>	Mme C. BERTOUILLE	M. M. DAELE	M. B. LANGENDRIES <sup>(4)</sup>
M. A. ONKELINX	M. P. DODRIMONT	M. L. TIBERGHIE	Mme V. SALVI <sup>(2)</sup>
Mme S. PECRIAUX	Mme F. REUTER		
Mme M. SONNET			
Mme G. TROTTA			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. EERDEKENS	M. H. JAMAR	Mme M. SAENEN	Mme A-C. GOFFINET
Mme C. HOUDART	M. R. MILLER	Mme I. MEERHAEGHE	M. M. ELSESEN <sup>(3)</sup>
Mme J. KAPOMPOLE	Mme F. PARY-MILLE		
Mme I. SIMONIS			
Mme M. YERNA			

<sup>(1)</sup> depuis le 15 janvier 2013, en remplacement de M. S. KILIC.

<sup>(2)</sup> depuis le 6 mars 2013, en remplacement de Mme V. SALVI.

<sup>(3)</sup> depuis le 14 mai 2013, en remplacement de M. M. PREVOT.

<sup>(4)</sup> depuis le 14 mai 2013, en remplacement de M. M. ELSESEN.

#### g. Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité

PRÉSIDENT : M. Michel de LAMOTTE  
 VICE-PRÉSIDENTE : Mme Veronica CREMASCO  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Hugues BAYET

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	M. W. BORSUS	Mme V. CREMASCO	M. M. de LAMOTTE
M. M. LENZINI	Mme S. de COSTER-BAUCHAU	M. X. DESGAIN	Mme S. MOUCHERON
M. M. MOTTARD <sup>(1)</sup>	M. P. DODRIMONT		
M. D. SENESAEL			
Mme G. TROTTA			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. DUPONT	Mme A. BARZIN	M. M. DAELE	M. A. GADENNE
Mme FASSIAUX-LOOTEN	M. Y. BINON	M. C. NOIRET	M. M. LEBRUN
M. E. STOFFELS	M. J-P. WAHL		
M. P. TACHENION			
Mme M. TARNION			

<sup>(1)</sup> depuis le 16 octobre 2012, en remplacement de Mme I. SIMONIS.

## h. Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine

PRÉSIDENTE : Mme Monika DETHIER-NEUMANN  
VICE-PRÉSIDENTE : Mme Caroline CASSART-MAILLEUX  
VICE-PRÉSIDENT : M. Edmund STOFFELS

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	M. Y. BINON	Mme M. DETHIER-NEUMANN	M. M. PREVOT
Mme F. FASSIAUX-LOOTEN	Mme C. CASSART-MAILLEUX	Mme B. LINARD <sup>(1)</sup>	Mme C. SERVAES
M. M. LENZINI	M. G. MOUYARD		
M. D. SENESAEL			
M. E. STOFFELS			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. J-C. MAENE	M. W. BORSUS	Mme V. CREMASCO	M. A. TANZILLI <sup>(2)</sup>
M. S. PIRLOT	Mme V. CORNET	Mme M. SAENEN	M. D. YZERBYT
Mme M. SONNET	M. J-P. WAHL		
Mme M. TARNION			
M. L. WALRY			

<sup>(1)</sup> depuis le 16 janvier 2013, en remplacement de M. O. SAINT-AMAND.

<sup>(2)</sup> depuis le 6 mars 2013, en remplacement de Mme V. SALVI.

## Commission de vérification des pouvoirs, Commission de contrôle et Commission des poursuites

### a. Commission de vérification des pouvoirs

MEMBRES EFFECTIFS
Mme BARZIN, MM. DUPRIEZ, BAYET, DESGAIN (Président), PIRLOT, JAMAR, Mme BERTOUILLE <sup>(1)</sup> .

<sup>(1)</sup> depuis le 19 décembre 2012, en remplacement de M. S. KILIC.

Cette commission s'est réunie à trois reprises ; le 19 décembre 2012, le 20 février 2013 et le 10 juillet 2013.

## b. Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications

PRÉSIDENT : M. Patrick DUPRIEZ  
VICE-PRÉSIDENT : M. Daniel SENESAEL

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme M. TARGNION	M. W. BORSUS	M. P. DUPRIEZ	M. D. FOURNY
M. C. EERDEKENS	M. J-P. WAHL	M. E. DISABATO <sup>(1)</sup>	M. M. de LAMOTTE
Mme I. SIMONIS	M. H. JAMAR		
Mme V. GONZALEZ MOYANO			
M. D. SENESAEL			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. COLLIGNON	Mme V. CORNET	M. C. NOIRET <sup>(3)</sup>	M. M. PREVOT
M. J.CI. MAENE <sup>(2)</sup>	M. P-Y. JEHOLET	M. L. TIBERGHIE	M. D. YZERBYT
M. M. BOLLAND	M. J-L. CRUCKE		
Mme J. KAPOMPOLE			
Mme A. SAUDOYER			

(1) depuis le 5 décembre 2012, en remplacement de M. M. CHERON.

(2) depuis le 19 décembre 2012, en remplacement de M. S. KILIC.

(3) depuis le 30 janvier 2013, en remplacement de M. M. CHERON, lequel avait remplacé M. E. DISABATO en date du 19 décembre 2012.

La Commission s'est réunie à 34 reprises et est à l'origine d'un rapport :

**Doc. 774 (2012-2013) N° 1)** Dépenses électorales des partis politiques pour les élections locales du 14 octobre 2012.  
Rapport présenté au nom de la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications par Monsieur Borsus - 27 mars 2013.

La Commission a examiné 90 demandes d'avis relatives à des communications ou campagnes d'information que souhaitent initier le Président du Parlement ou un membre du Gouvernement wallon.

Elle vérifie dans ce cadre le respect des dispositions du décret de la Région wallonne du 1er avril 2004 relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du Président du Conseil régional wallon et des membres du Gouvernement wallon.

L'objectif est de s'assurer que les communications ou les campagnes d'information ne visent pas à mettre en valeur l'image du Président ou d'un membre du Gouvernement.

### c. Commission des poursuites

PRÉSIDENT : P. TACHENION

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme I. SIMONIS	Mme V. CORNET	M. L. TIBERGHIE	M. M. PREVOT
M. P. TACHENION	M. H. JAMAR <sup>(3)</sup>	M. E. DISABATO <sup>(2)</sup>	
M. C. EERDEKENS <sup>(1)</sup>			
M. L. WALRY			

<sup>(1)</sup> depuis le 20 février 2013, en remplacement de Mme M. TARGNION.

<sup>(2)</sup> depuis le 22 février 2013, en remplacement de M. B. WESPHAELE.

<sup>(3)</sup> depuis le 25 février 2013, en remplacement de M. J.-L. CRUCKE.

Cette Commission s'est réunie à deux reprises :

- le 3 décembre 2012, dans le cadre des poursuites à charge d'un ancien Membre du Gouvernement wallon (Rapport présenté au nom de la Commission des poursuites - Doc. 702 (2012-2013) N°1);
- le 20 février 2013, dans le cadre la demande de levée de l'immunité d'un Membre du Parlement wallon (Rapport présenté au nom de la Commission des poursuites - Doc. 756 (2012-2013) N°1).

## Commissions de coopération

### a. Commission de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française et la Commission communautaire française

PRÉSIDENT : M. P. DUPRIEZ

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	M. S. KUBLA	M. S. HAZEE	M. A. GADENNE
N.	M. R. MILLER	M. P. DUPRIEZ	M. M. PREVOT
Mme I. SIMONIS	M. M. NEVEN		
M. P. TACHENION			
M. L. WALRY			



## b. Commission de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone

PRÉSIDENT : M. P. DUPRIEZ

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	Mme C. DEFRAIGNE	Mme M. DETHIER-NEUMANN	M. M. de LAMOTTE
M. C. COLLIGNON	M. P. DODRIMONT	M. P. DUPRIEZ	M. M. ELSEN
Mme I. SIMONIS	M. P-Y. JEHOLET		
M. E. STOFFELS			
Mme M. TARNION			

## Comités

### a. Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PRÉSIDENTE : Mme Anne-Catherine GOFFINET  
VICE-PRÉSIDENTE : Mme Sophie PRECRIAUX  
VICE-PRÉSIDENTE : Mme Isabelle MEERHAEGHE

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	Mme F. PARY-MILLE	Mme I. MEERHAEGHE	Mme A-C. GOFFINET
Mme S. PECRIAUX	Mme F. REUTER	M. M. DAELE <sup>(1)</sup>	
Mme M. SONNET			
Mme M. TARNION			

<sup>(1)</sup> depuis le 15 mai 2013, en remplacement de M. O. SAINT-AMAND.

### b. Comité « Mémoire et Démocratie »

PRÉSIDENTE : Mme. M. SAENEN<sup>(1)</sup>

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme F. FASSIAUX-LOOTEN	Mme C. BERTOUILLE	Mme M. DETHIER-NEUMANN	M. D. FOURNY
M. A. ONKELINX	Mme C. CASSART-MAILLEUX	Mme M. SAENEN	Mme V. SALVI

<sup>(1)</sup> depuis le 19 février 2013, en remplacement de M. A. ONKELINX.

Cette commission s'est réunie à huit reprises.

### c. Comité « Pics de pétrole et de gaz »

PRÉSIDENT : M. Michel LEBRUN

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. A. ONKELINX	M. H. JAMAR	M. X. DESGAIN	M. M. LEBRUN

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. E. STOFFELS	Mme A. BARZIN	Mme DETHIER-NEUMANN	M. M. de LAMOTTE

Le Comité s'est réuni le 14 mars 2013.

### d. Comité d'avis chargé des questions européennes

PRÉSIDENTE : M. P. DUPRIEZ

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	Mme C. DEFRAIGNE	Mme V. CREMASCO	M. M. LEBRUN
M. J-C. MAENE	Mme S. de COSTER-BAUCHAU	Mme E. HOYOS*	
M. P. TACHENION			
Mme O. ZRIHEN			

En application de l'article 48.2 du Règlement du Parlement wallon, le Comité est en outre composé des membres belges du Parlement européen élus par le collège électoral français et domiciliés ailleurs que dans la Région de Bruxelles-Capitale. Ils n'ont pas de suppléant.

Ces députés européens sont M. Frédéric Daerden, Mme Véronique De Keyser, M. Marc Tarabella, Mme Anne Delvaux et M. Louis Michel.

Le Comité a tenu deux réunions :

#### Le 5 mars 2013

Les dossiers européens relatifs aux compétences wallonnes.

Audition de M. DELAVAL, Délégué de la Communauté française et de la Région wallonne à la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne

#### Le 30 mai 2013

- Bilan de l'implication de la Wallonie dans le programme transfrontalier INTERREG IVA Grande Région et défis liés au programme transfrontalier INTERREG VA Grande Région 2014-2020. Audition de Madame Curzi, coordinatrice du département des programmes INTERREG de WBI.

## Commissions conjointes

### a. Réunion conjointe de commissions du Parlement wallon, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement flamand

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. Ch. COLLIGNON	M. J.-L. CRUCKE	M. X. DESGAIN	M. M. de LAMOTTE
M. Ch. DUPONT	Mme F. PARY-MILLE	Mme M. DETHIER-NEUMANN	M. B. LANGENDRIES
M. J.-Cl. MAENE	Mme S. de COSTER-BAUCHAU		
M. L. WALRY			

Deux réunions se sont tenues au cours de la session :

- le 17 janvier 2013 (au Parlement flamand) : Débat sur la politique de l'eau – Mesures en matière d'inondations et autres nuisances;
- le 23 avril 2013 (au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale) : Débat sur la politique de l'eau – La gestion du bassin de la Senne.

### b. Réunion conjointe de commissions du Parlement wallon, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, du Parlement flamand, de la Chambre des représentants et du Sénat

Une réunion s'est tenue le 9 juillet 2013 : Echange de vues relatif à l'étude « Towards 100% renewable energy in Belgium by 2050 » sur la faisabilité et l'impact sur le système énergétique futur de la Belgique de trajectoires susceptibles de mener notre pays vers l'utilisation de 100% de sources d'énergie renouvelables en 2050.

## Groupe de travail

### Groupe de travail « Évaluation des choix technologiques »

PRÉSIDENTE : Mme Joëlle KAPOMPOLE

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme K. KAPOMPOLE	M. H. JAMAR	M. Ch. NOIRET	Mme A.-C. GOFFINET

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme V. GONZALEZ MOYANO	Mme Ch. BERTOUILLE	Mme M. SAENEN	M. B. LANGENDRIES

Le groupe de travail a tenu 3 réunions.

## C. TEXTES DÉPOSÉS, ADOPTÉS ET RETIRÉS

### Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales

- Doc.680 (2012-2013) N° 1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Organisation de la Conférence islamique, fait à Bruxelles le 4 février 2011, adopté le 16 janvier 2013.
- Doc.681 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord sur le transport routier international entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République du Kazakhstan, fait à Bruxelles le 5 décembre 2006, adopté le 16 janvier 2013.
- Doc.682 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement belge et le Gouvernement macédonien, fait à Skopje le 10 décembre 1998, adopté le 16 janvier 2013.
- Doc.683 (2012-2013)N°1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement de la République d'Albanie et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur le transport routier international, fait à Tirana le 25 avril 2006, adopté le 16 janvier 2013.
- Doc.684 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Géorgie, signé à Bruxelles le 19 mars 2002, adopté le 16 janvier 2013.
- Doc.685 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Croatie sur le transport routier international, fait à Bruxelles le 2 juillet 2002, adopté le 16 janvier 2013.
- Doc.686 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment au Protocole, fait à Luxembourg le 24 juin 2010, modifiant l'Accord de transport aérien entre les Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé les 25 et 30 avril 2007, adopté le 16 janvier 2013.
- Doc.687 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale, fait à Paris le 17 novembre 2008, adopté le 16 janvier 2013.
- Doc.688 (2012-2013) N° 1 Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française à la Région wallonne, au Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale, fait à Bruxelles le 6 décembre 2010, adopté le 16 janvier 2013.

- Doc.689 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment à la Convention OIT n° 175 sur le travail à temps partiel, adoptée à Genève le 24 juin 1994 par la Conférence internationale du Travail lors de sa 81e session, adopté le 16 janvier 2013.
- Doc.690 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française à la Région wallonne, à la Convention n° 175 concernant le travail à temps partiel, adoptée à Genève le 24 juin 1994 par la Conférence internationale du Travail lors de sa 81e session, adopté le 16 janvier 2013.
- Doc.695 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant abrogation de certaines dispositions en matière d'économie et de P.M.E., adopté le 19 décembre 2012.
- Doc.709 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc concernant les transports internationaux de voyageurs et de marchandises et au Protocole établi en vertu de l'article 22 dudit Accord, signés à Rabat le 14 juillet 1997, adopté le 30 janvier 2013.
- Doc. 710 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne, et à l'Acte final, faits à Bruxelles le 9 décembre 2011, adopté le 30 janvier 2013.
- Doc.711 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française à la Région wallonne, au Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne, et à l'Acte final, faits à Bruxelles le 9 décembre 2011, adopté le 30 janvier 2013.
- Doc.712 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'Accord sur le

commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond le 11 septembre 2009, adopté le 30 janvier 2013.

- Doc.713 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond le 11 septembre 2009, adopté le 30 janvier 2013.
- Doc.716 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment : 1° à la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République populaire de Chine tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et au Protocole, signé à Bruxelles le 7 octobre 2009, et 2° à l'échange de lettres des 30 mai 2011 et 11 juillet 2011.
- Doc. 771 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment à l'accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses Etats membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-et-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen, fait à Luxembourg le 9 juin 2006, adopté le 15 mai 2013.
- Doc.786 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, adopté à New York le 19 décembre 2011, adopté le 29 mai 2013.
- Doc.787 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, adopté à New York le 19 décembre 2011, adopté le 29 mai 2013.
- Doc.795 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française en matière de simplification administrative et d'administration électronique et organisant un réseau des correspondants en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique, adopté le 12 juin 2013.
- Doc.796 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, à l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française en matière de simplification administrative et d'administration électronique et organisant un réseau des correspondants en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique, adopté le 12 juin 2013.
- Doc.807 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment à l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Bruxelles le 27 juin 2012, adopté le 10 juillet 2013.

- Doc.808 (2012-2013) N° 1 Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Bruxelles le 27 juin 2012, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.809 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, fait à Phnom Penh le 11 juillet 2012, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.810 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, fait à Phnom Penh le 11 juillet 2012, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.811 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Iraq, d'autre part, fait à Bruxelles le 11 mai 2012, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.812 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Iraq, d'autre part, fait à Bruxelles le 11 mai 2012, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.813 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord, fait à Bruxelles le 7 décembre 2009, entre le Royaume de Belgique et le Commonwealth des Bahamas en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.814 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Sainte-Lucie en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 7 décembre 2009, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.815 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Saint-Vincent-et-les-Grenadines en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 7 décembre 2009, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.816 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Saint-Christophe-et-Niévès en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, et au Protocole, faits à Bruxelles le 18 décembre 2009, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.817 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, signée à Tokyo le 28 mars 1968, telle que modifiée par le Protocole signé à Bruxelles le 9 novembre 1988 et par le Protocole signé à Bruxelles le 26 janvier 2010, et au Protocole, signé à Bruxelles le 26 janvier 2010, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et le Japon

tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, adopté le 10 juillet 2013.

- Doc.818 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment à la Convention du travail maritime, adoptée à Genève le 23 février 2006 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.819 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment, pour les compétences dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à la Convention du travail maritime, adoptée à Genève le 23 février 2006 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.820 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment au Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le Traité de Lisbonne, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.821 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, au Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le Traité de Lisbonne, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.825 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.826 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, à l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.831 (2012-2013) N°1** Projet de décret portant assentiment à l'Accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part, fait à Bruxelles le 25 avril 2007 et à Washington le 30 avril 2007, adopté le 10 juillet 2013.

## Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique

- Doc.359 (2010-2011) N°1** Proposition de décret visant à améliorer la sécurité et à préciser la notion de salubrité des logements, déposée par Messieurs Jamar, Miller, Binon et Madame Barzin, rejetée le 10 juillet 2013.
- Doc.733 (2012-2013) N°1** Proposition de décret modifiant l'article 183 du Code wallon du logement et de l'habitat durable, déposée par Messieurs Prévot, Langendries et Fourny.
- Doc.741 (2012-2013) N°1** Proposition de décret modifiant l'article 94 du Code wallon du logement et de l'habitat durable et visant à interdire en période hivernale les expulsions des logements gérés ou construits par la



Société wallonne du Logement ou une société de logement de service public, déposée par Mesdames Meerhaeghe, Saenen, Cremasco et Monsieur Tiberghien.

- Doc.742 (2012-2013) N°1 Proposition de décret visant à modifier l'article 80, alinéa 2, 3°, du Code wallon du logement et de l'habitat durable, déposée par Mesdames Meerhaeghe, Saenen, Cremasco et Monsieur Tiberghien.
- Doc.772 (2012-2013) N°1 Proposition de décret modifiant le Code wallon du logement et de l'habitat durable, déposée par Mesdames Meerhaeghe, Yerna, Monsieur Fourny, Madame Saenen, Messieurs Stoffels et Prévot, adoptée le 15 mai 2013
- Doc.793 (2012-2013) N°1 Projet de décret relatif à la stratégie wallonne de développement durable, adopté le 26 juin 2013.
- Doc.794 (2012-2013) N°1 Projet de décret relatif à la stratégie wallonne de développement durable pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 26 juin 2013.
- Doc.827 (2012-2013) N°1 Proposition de décret modifiant, pour la fonction publique en Région wallonne, le décret du 15 mars 2012 élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique de la Région wallonne, déposée par Messieurs Prévot, Disabato, Madame Simonis, Messieurs Fourny, Hazée et Tachenion, adoptée le 10 juillet 2013.

## Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports

- Doc.669 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2005, adopté le 21 novembre 2012.
- Doc.670 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2006, adopté le 21 novembre 2012.
- Doc.672 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, adopté le 21 novembre 2012.
- Doc.721 (2012-2013) N°1 Proposition de décret visant à modifier le Code des droits de succession, déposée par Monsieur Senesael, retirée par son auteur en date du 8 juillet 2013.
- Doc.775 (2012-2013) N°1 Projet de décret relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises, adopté le 30 avril 2013.
- Doc.791 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, adopté le 29 mai 2013.
- Doc.829 (2012-2013) N°1 Projet de décret relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.834 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant le Code des droits de succession, adopté le 10 juillet 2013.

Doc.835 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant des dispositions fiscales diverses.

## Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles

Doc.679 (2012-2013) N°1 Projet de décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion, adopté le 19 décembre 2012.

Doc.768 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant assentiment à l'avenant du 4 octobre 2012 à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, adopté le 30 avril 2013.

## Commission des affaires intérieures et du tourisme

Doc.652 (2011-2012) N°1 Proposition de décret assurant une présence égale et alterné entre les femmes et les hommes sur les listes de candidatures aux élections communales et provinciales organisées en Région wallonne, déposée par Monsieur Disabato, Madame Simonis, Messieurs Prévot, Borsus, Mesdames Meerhaeghe et Salvi, adoptée le 20 février 2013.

Doc.664 (2012-2013) n°1 Proposition de décret visant à modifier le code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de consacrer l'incompatibilité entre le mandat de membre d'un collège communal ou provincial et les fonctions de direction d'une personne morale de droit public ou de droit privé dans laquelle une intercommunale détient une participation, déposée par Messieurs Hazée et Cheron.

Doc.699 (2012-2013) n°1 Projet de décret modifiant certaines dispositions du code de la démocratie locale et de la décentralisation, adopté le 30 janvier 2013.

Doc.700 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, adopté le 30 janvier 2013.

Doc.715 (2012-2013) N°1 Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'étendre les missions des régies communales autonomes à la production d'énergie renouvelable de manière locale, déposée par Monsieur Desgain, Madame Saenen et Monsieur Hazée.

Doc.722 (2012-2013) N°1 Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne la répartition des sièges aux conseils d'administration issus de la coopération entre les communes ou les provinces, déposée par Messieurs Borsus, Wahl, Madame Pary-Mille et Monsieur Neven.

Doc.723 (2012-2013) N°1 Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et

de la décentralisation et interdisant aux candidats aux élections locales d'être témoins de parti, déposée par Madame Cornet, Messieurs Borsus, Crucke, Madame Pary-Mille, Messieurs Wahl et Neven.

- Doc.728 (2012-2013) N°1 Proposition de décret visant à modifier le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en déterminant la qualité d'électeur au 1er août de l'année durant laquelle ont lieu les élections, déposée par Madame Barzin et Monsieur Borsus.
- Doc. 729 (2012-2013) N°1 Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation relativement à la procédure visant à pourvoir à la vacance d'un siège au sein du conseil communal, déposée par Monsieur Borsus, Madame Barzin et Monsieur Dodrimont.
- Doc. 732 (2012-2013) N°1 Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à renforcer les droits des conseillers communaux, déposée par Messieurs Hazée, Cheron, Disabato et Madame Linard.
- Doc.744 (2012-2013) N° 1 Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, adopté le 17 avril 2013.
- Doc. 745 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, adopté le 17 avril 2013.
- Doc.762 (2012-2013) N°1 Proposition de décret portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin d'organiser une procédure impartiale de validation et de recours contre les élections communales, déposée par Monsieur Hazée, Madame Linard, Messieurs Cheron et Disabato.
- Doc.784 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en matière de gouvernance provinciale, adopté le 15 mai 2013.
- Doc. 845 (2012-2013) N° 1 Proposition de décret modifiant la cinquième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relative aux obligations des mandataires en matière de déclaration de mandats et de rémunération, déposée par Monsieur Tachenion, Mesdames Sonnet, Targnion, Monsieur Bayet, Madame Saudoyer et Monsieur Onkelinx.

## Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances

- Doc.714 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé pour ce qui concerne l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, adopté le 30 janvier 2013.
- Doc.727 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant le titre V du Livre V de la deuxième partie du Code wallon de l'action sociale et de la santé - volet décréto, adopté le 20 février 2013.
- Doc.751 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant le Code wallon de l'action sociale et de

la santé pour ce qui concerne les services "Espaces-Rencontres", adopté le 6 mars 2013.

- Doc.757 (2012-2013) N° 1 Projet de décret relatif à l'accord-cadre entre le Gouvernement de la Région wallonne du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française sur l'accueil des personnes handicapées, fait à Neufvilles, le 21 décembre 2011, adopté le 17 avril 2013.
- Doc.765 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatives au Centre régional de soins psychiatriques "Les Marronniers", adopté le 17 avril 2013.
- Doc.836 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant l'article 327, 1°, du Code wallon de l'action sociale et de la santé, relatif à l'intégration des personnes handicapées.

## Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité

- Doc.46 (SE 2009) N°1 Proposition de décret relatif à la protection de l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoquées par les radiations non ionisantes, déposée par Messieurs Wesphael et Consorts, rejetée le 30 avril 2013.
- Doc.655 (2011-2012) N°1 Proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, en vue d'instaurer un service garanti au profit des usagers des T.E.C., déposée par Messieurs Borsus, Dodrimont, Madame de Coster-Bauchau, Monsieur Wahl, Madame Barzin et Monsieur Binon, rejetée le 21 novembre 2012.
- Doc.666 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, adopté le 7 novembre 2012.
- Doc.671 (2012-2013) N°1 Projet de décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, adopté le 21 novembre 2012.
- Doc.674 (2012-2013) N°1 Projet de décret portant des dispositions diverses en matière de service de transport public de personnes en Région wallonne, adopté le 21 novembre 2012.
- Doc.743 (2012-2013) N°1 Proposition de décret visant à lutter contre la pollution lumineuse, déposée par Monsieur Desgain, Mesdames Cremasco et Saenen.
- Doc.750 (2012-2013) N°1 Projet de décret interprétatif des articles 35, § 1er, alinéa 2, 40, § 7, alinéa 3, 93, § 1er, alinéa 2, et 95, § 7, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifiés par le décret-programme du 3 février 2005, de relance économique et de simplification administrative, adopté le 6 mars 2013.
- Doc.823 (2012-2013) N°1 Projet de décret relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone, adopté le 10 juillet 2013.
- Doc.824 (2012-2013) N°1 Projet de décret instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation

des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre Ier du Code de l'environnement, le Livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, adopté le 10 juillet 2013.

**Doc.844 (2012-2013) N°1** Proposition de décret visant à limiter strictement la publication et la diffusion sous format papier des rapports annuels des services publics et des organismes d'intérêt public de la Région wallonne dans un souci environnemental et de bonne gestion budgétaire, déposée par Madame Simonis, Messieurs Bayet et Senesael.

## Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine

**Doc.667 (2012-2013) N°1** Proposition de décret visant à généraliser les aménagements cyclables de qualité en Région wallonne et à y renforcer la sécurité des cyclistes, déposée par Monsieur Saint-Amand, Madame Cremasco et Monsieur Desgain.

**Doc.668 (2012-2013) N°1** Proposition de décret visant à généraliser les aménagements cyclables sur ou le long des voiries situées à proximité des gares, déposée par Monsieur Saint-Amand, Madame Cremasco et Monsieur Desgain.

**Doc.758 (2012-2013) N°1** Projet de décret relatif au cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport, adopté le 17 avril 2013.

**Doc.804 (2012-2013) N°1** Projet de décret prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture, adopté le 26 juin 2013.

## D. ACTIVITÉS DES COMMISSIONS

### Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales

#### ■ Auditions et exposés

- Dynamique Horizon 2022 (le 8 juillet 2013)

#### Doc. 698 (2012-2013) N° 1

Rapport de commission présenté au nom de la Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales du Parlement wallon conjointement avec la Commission des relations internationales et des questions européennes, des affaires générales et du règlement, de l'informatique, du contrôle des communications des membres du Gouvernement et des dépenses électorales du Parlement de la Communauté française par Madame Barzin, Messieurs Desgain, Mouyard et Madame Saenen.

#### ■ Examen du budget et des comptes du Parlement wallon

La Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales est chargée de l'examen du budget, de la comptabilité, des comptes et de la gestion des fonds du Parlement wallon. Les séances consacrées à l'examen de ces points se tiennent à huis clos.

Pour le budget :

**Doc. 4 - IVh (2012-2013)N° 1** Projet de budget de fonctionnement du Parlement wallon pour l'année 2013, adopté le 19 décembre 2012.

Pour les comptes :

Ont été désignés Vérificateurs aux comptes :

- pour le PS, Mme TARGNION
- pour le MR, M. MOUYARD
- pour le cdH, M. FOURNY
- pour Ecolo : M. TIBERGHIE

### Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique

#### ■ Auditions et exposés

- Auditions sur la thématique de l'éolien (le 4 octobre 2012)

Audition :

- de Messieurs Ghigny et Wathelet, Président et Conseiller adjoint de la Direction de Promotion

des énergies renouvelables de la Commission wallonne de régulation pour l'énergie (CWAPE) ;

- de Madame Duquesne, Conseillère à la Cellule Energie de l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) ;
- du Major Breveté d'Etat-major Bouchez et du Major d'Aviation Breveté d'Etat-major Van Heuverswyn du Ministère de la Défense ;
- de Monsieur d'Oultremont et de Madame Paye, membre du Comité scientifique et Secrétaire générale de Vent de Raison ;
- de Monsieur Al Bitar, Conseiller éolien auprès de la Fédération des producteurs d'énergie renouvelable (EDORA) ;
- de Monsieur Claessens, chargé de projet à l'Association pour la promotion des énergies renouvelables (APERe) ;
- de Monsieur Woitrin, Directeur du fonctionnement technique du marché de l'électricité et du marché du gaz de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG) ;
- de Monsieur de Schaetzen, Administrateur délégué d'Eneco Wind Belgique ;
- de Madame Warnant, chargée de mission Energie à la Fédération Inter-Environnement Wallonie (IEW) ;
- de Madame Vandenborre et de Monsieur Dunon, Chief Corporate Officer et Head of Grid Development à Elia.

**Doc. 665 (2012-2013) N° 1** Rapport présenté au nom de la Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique par Madame Saenen, Messieurs Crucke et Stoffels.

- Rapports annuels 2010 et 2011 sur les affectations du Fonds énergie (le 6 novembre 2012)

**Doc. 677 (2012-2013) N° 1** Rapport présenté au nom de la Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique par Monsieur Fourny.

- Rencontre avec le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP) et la Société wallonne du crédit social (SWCS) sur la thématique « La problématique du logement des personnes précarisées » (le 21 mars 2013)

Audition de :

- Monsieur Charlier et Madame Mahy, Conseiller et Secrétaire générale du RWLP ;
- Monsieur Pascal, Responsable du Droit au logement (DAL) de Liège et membre du RWLP ;
- Monsieur Laffineur, représentant habilité de « Pose ton sac pour un nouveau départ » et membre du RWLP ;
- Monsieur Houbart, militant au RWLP ;
- Monsieur Praille, coordinateur de l'asbl « Solidarités Nouvelles » et membre du RWLP ;
- Monsieur Gérard, Directeur de l'Agence Immobilière Sociale Nord Luxembourg et membre du Conseil d'administration du RWLP ;
- Monsieur Boucquiau, représentant habilité du Collectif logement de Hannut, chargé de mission et membre du RWLP ;
- Monsieur Sereno Regis, représentant habilité de l'asbl Periferia – Plate-forme Community Land Trust, chargé de projets et partenaire du RWLP ;
- Monsieur Fontaine, Directeur des expertises et recherches de la Société wallonne du crédit social (SWCS).

**Doc. 773 (2012-2013) N° 1** Rapport présenté au nom de la Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique et de la Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances par Mesdames Sonnet et Meerhaeghe.

- Réunion interparlementaire sur l'approvisionnement énergétique futur de la Belgique (le 9 juillet 2013)

Réunion conjointe de commissions du Parlement wallon, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, du Parlement flamand, de la Chambre des représentants et du Sénat consacrée à l'étude "Towards 100% renewable energy in Belgium by 2050".

Cette étude, financée conjointement par les Gouvernements fédéral et régionaux et réalisée en commun par le Bureau du Plan, l'ICEDD et le VITO conclut à la faisabilité pour la Belgique de trajectoires susceptibles de mener la Belgique à un approvisionnement énergétique basé à 100% sur l'utilisation de sources d'énergie renouvelables en 2050. Elle analyse en outre les impacts socio-économiques et sur le système énergétique des différents scénarios.

#### 🟡 Débat

- Débat sur la tarification progressive de l'énergie à usage résidentiel (le 5 mars 2013)

## Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports

#### 🟡 Auditions et exposés

- Débat sur la dette de la Wallonie et le solde net à financer (le 5 novembre 2012)

**Doc 676 (2012-2013) N°1** Rapport présenté au nom de la Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports par Monsieur Noiret.

- Rapport annuel d'activités 2011 de l'autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances aéroportuaires en Région wallonne (le 19 novembre 2012)

Audition de Messieurs Coyette, Audrit et Taillard, Vice-Président et porte-parole, membre compétent en matière d'aéronautique et membre compétent en matière de navigation aérienne de l'ACNAW

**Doc 692 (2012-2013) N°1** Rapport présenté au nom de la Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports par Madame Gonzalez Moyano

- Rapport annuel et rapport de gestion 2011 de la Société Wallonne des Aéroports S.A. (le 19 novembre 2012)

Audition de Messieurs Vuylsteke et Belot, Président du Comité exécutif et Directeur général de la SOWAER

**Doc 693 (2012-2013) N°1** Rapport présenté au nom de la Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports par Monsieur Noiret



- Les structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (le 18 février 2013 )

*Avis A.1067 du Conseil économique et social de Wallonie (CESW) sur les structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (S.A.A.C.E.)*

Audition de :

- Madame Jumel, Directrice de Créa-Job asbl et représentante des S.A.A.C.E. à la Commission des opérateurs du Forem ;
- Madame Galloy, Directrice de Azimut asbl et co-Présidente de la Fédération des coopératives d'activités belges (CoopAc) ;
- Monsieur Clarinval, Directeur des opérations de l'Agence de stimulation économique (A.S.E.).

**Doc 754 (2012-2013) N°1**

Rapport présenté au nom de la Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports par Monsieur Noiret

## Commission des affaires intérieures et du tourisme

### 📌 Auditions et exposés

- Rapport d'activités 2011 du Centre régional d'aide aux communes (le 18 décembre 2012)

Audition de Monsieur Parmentier, Directeur général du CRAC.

**Doc. 720 (2012-2013) N° 1**

Rapport présenté au nom de la Commission des affaires intérieures et du tourisme par Monsieur Onkelinx.

- Les finances communales (le 16 avril 2013)

Auditions de :

- Monsieur Dessoy, responsable du Service d'études de la Banque Belfius ;
- Monsieur Gobert, Président de l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) ;
- Madame Nemery, Directrice générale a.i. du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) ;
- Monsieur Parmentier, expert au CRAC ;
- Monsieur Antoine, Directeur général de la Fédération des CPAS ;
- Monsieur Husson, Secrétaire général du Centre de Recherche en Action publique, Intégration et Gouvernance (CRAIG) ;
- Monsieur Jurion, membre du Conseil supérieur des finances et professeur d'économie et de gestion à HEC-UIg.

**Doc. 789 (2012-2013) N° 1**

Rapport présenté au nom de la Commission des affaires intérieures et du tourisme par Monsieur Neven.

## Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances

### 📌 Auditions et exposés

- Rencontre avec le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP) et la Société wallonne du crédit social (SWCS) sur la thématique « La problématique du logement des personnes précarisées » (le 21 mars 2013)

Audition de :

- Monsieur Charlier et Madame Mahy, Conseiller et Secrétaire générale du RWLP ;
- Monsieur Pascal, Responsable du Droit au logement (DAL) de Liège et membre du RWLP ;
- Monsieur Laffineur, représentant habilité de « Pose ton sac pour un nouveau départ » et membre du RWLP ;
- Monsieur Houbart, militant au RWLP ;
- Monsieur Praile, coordinateur de l'asbl « Solidarités Nouvelles » et membre du RWLP ;
- Monsieur Gérard, Directeur de l'Agence Immobilière Sociale Nord Luxembourg et membre du Conseil d'administration du RWLP ;
- Monsieur Boucquiau, représentant habilité du Collectif logement de Hannut, chargé de mission et membre du RWLP ;
- Monsieur Sereno Regis, représentant habilité de l'asbl Periferia – Plate-forme Community Land Trust, chargé de projets et partenaire du RWLP ;
- Monsieur Fontaine, Directeur des expertises et recherches de la Société wallonne du crédit social (SWCS).

#### Doc. 773 (2012-2013) N° 1

Rapport présenté au nom de la Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique et de la Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances par Mesdames Sonnet et Meerhaeghe

- Budget initial de l'Agence wallonne pour l'Intégration des personnes handicapées (AWIPH) pour l'année 2013 (le 16 avril 2013)

Audition de :

- Madame Baudine, Administratrice générale de l'AWIPH ;
- Monsieur Descampe, Président du Comité de gestion de l'AWIPH.

#### Doc. 788 (2012-2013) N° 1

Rapport présenté au nom de la Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances par Madame Pécriaux

## Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité

### 📌 Auditions et exposés

- Présentation du Plan pluriannuel d'investissements (PPI) 2013-2025 du Groupe SNCB (le 5 mars 2013)

Audition de :

- Monsieur Haeck, Administrateur-délégué de SNCB Holding ;
- Monsieur Lallemand, Administrateur-délégué d'INFRABEL ;
- Monsieur Descheemaeker, Administrateur-délégué de la SNCB.

Doc. 761 (2012-2013) N° 1

Rapport présenté au nom de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité par Monsieur Dodrimont et Madame Moucheron.

#### ■ Débat

- Débat sur les suites de l'arrêt 144/2012 de la Cour constitutionnelle sur le décret dit DAR (le 3 décembre 2012)

#### ■ Visite

- Visite d'un site carrier de la Fédération des industries extractives et transformatrices de roches non combustibles (Fediex) (le 30 mai 2013)

## Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine

#### ■ Auditions et exposés

- Rapports de gestion 2010 et 2011 et Contrat de gestion 2010 de la Société régionale wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures (le 19 novembre 2012)

Audition de Messieurs Langendries et Dehalu, Président et Administrateur délégué de la SOFICO

Doc. 694 (2012-2013) N° 1

Rapport présenté au nom de la Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine par Messieurs Mouyard et Saint-Amand

- Rapport d'audit de suivi de la Cour des comptes sur « Deux types d'aides au secteur agricole : les aides à l'investissement et à l'installation de jeunes agriculteurs (le 17 décembre 2012)

Audition de :

- Monsieur Wascotte, Conseiller à la Cour des comptes ;
- Madame Winant, Première Auditrice à la Cour des comptes ;
- Madame Mercier, Première Auditrice à la Cour des comptes.

Doc. 719 (2012-2013) N° 1

Rapport présenté au nom de la Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine par Monsieur Mouyard

- Rapport d'audit de la Cour des comptes de décembre 2012 sur « L'entretien des routes et autoroutes en Wallonie - Programmation, financement et contrôle de la qualité des travaux (le 4 mars 2013)

Audition de Monsieur de Fays, Conseiller à la Cour des comptes

Doc. 759 (2012-2013) N° 1

Rapport présenté au nom de la Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine par Madame Servaes

#### ■ Visites

Le 8 juillet 2013 :

- la laiterie WALHORN à Walhorn SCAR scrl à Herve ;
- la laiterie SOLAREC sa à Recogne.

Le 9 juillet 2013 :  
- COFERME scrl à Baileux ;  
- LUXLAIT à Roost.

## Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

### 📌 Auditions et exposés

- le 14 mai 2013 :  
Synergie Wallonie  
Audition de :  
- Madame Marcelis, Présidente administrative déléguée de l'asbl Synergie Wallonie pour l'égalité entre les Femmes et les Hommes;  
- Madame Goutiere, membre du personnel de l'asbl Synergie Wallonie pour l'égalité entre les Femmes et les Hommes.

**Doc. 799 (2012-2013) N° 1**      Rapport présenté au nom du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes par Monsieur Bayet.

## Comité d'avis chargé des questions européennes

### 📌 Auditions et exposés

Le 5 mars 2013 :  
- Les dossiers européens relatifs aux compétences wallonnes.  
Audition de M. DELAVAL, Délégué de la Communauté française et de la Région wallonne à la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne.

Le 30 mai 2013 :  
Bilan de l'implication de la Wallonie dans le programme transfrontalier INTERREG IVA Grande Région et défis liés au programme transfrontalier INTERREG VA Grande Région 2014-2020  
Audition de Madame Curzi, coordinatrice du département des programmes INTERREG de WBI;

## E. BUDGET DE LA RÉGION

### Projets de décret de nature budgétaire

Chaque année, en décembre, le Parlement wallon examine et vote les budgets de la Région. Celui-ci peut faire l'objet d'un ajustement en cours d'année.

La Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports a examiné les textes suivants :

**Doc.4 - IVa (2012-2013) N°1**      Projet de décret contenant le budget général des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, adopté le 19 décembre 2012.

Doc.4 - IVbcd (2012-2013) N°1	Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, adopté le 19 décembre 2012.
Doc.5 - Va (2012-2013)N°1	Projet de décret contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, adopté le 19 décembre 2012.
Doc.5 - VIIbcd (2012-2013)N°1	Projet de décret contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, adopté le 19 décembre 2012.
Doc.5-VIII bcd (2012-2013) N°1	Projet de décret contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, adopté le 10 juillet 2013.
Doc.5-VI a (2012-2013) N°1	Projet de décret contenant le premier feuillet d'ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, adopté le 10 juillet 2013.

## Cour des comptes

Outre sa fonction de conseiller budgétaire, la Cour des comptes exerce notamment un contrôle financier, un contrôle de légalité et de régularité sur les dépenses et les recettes de la Région wallonne. Elle est tenue d'informer le Parlement des résultats des principaux contrôles et audits des recettes et dépenses publiques qu'elle réalise.

Dans ce cadre, ont été reçus :

- **Préfiguration des résultats de l'exécution des budgets** de la Région wallonne pour l'année 2012, transmise par la Cour des comptes en application de l'article 77 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 (Doc. 4-Ve (2012-2013) N° 1).
- **24e Cahier d'observations** adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule 1er (Doc. 753 (2012-2013) N° 1).
- **Rapport d'audit de suivi** de la Cour des comptes sur « Deux types d'aides au secteur agricole : les aides à l'investissement et à l'installation de jeunes agriculteurs ».
- **Rapport d'audit** de la Cour des comptes de décembre 2012 sur « L'entretien des routes et autoroutes en Wallonie - Programmation, financement et contrôle de la qualité des travaux ».
- **20e Cahier d'observations** adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon – Fascicule II
- **Rapport de contrôle du compte général de la Région wallonne pour l'année 2008** (Doc. 833 (2012-2013)N°1)

## F. Conseil d'État et Cour constitutionnelle

### Conseil d'État

Créé en 1946, le Conseil d'Etat ne relève pas du pouvoir judiciaire et est doté d'une section d'administration qui statue sur les recours introduits contre des actes administratifs et d'une section de législation chargée de fournir un avis technique aux parlements et aux gouvernements à propos des textes législatifs et réglementaires. Cet avis a pour objet de

vérifier la conformité des textes proposés avec les normes juridiques existantes, la compétence de l'autorité qui en prend l'initiative et la bonne rédaction des textes.

Un avis a été reçu en suite d'une demande du Parlement :

**Doc.317 (2010-2011) N°3**

Avis du Conseil d'État du 8 janvier 2013 (n°50.838/2/VR) sur la proposition de décret spécial relatif à l'exercice des affaires courantes en Région wallonne, déposé par M. R. Miller.

## Cour constitutionnelle

La Cour constitutionnelle contrôle les normes ayant force de loi au regard des règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions. Ces règles de compétence figurent tant dans la Constitution que dans les lois relatives à la réforme des institutions de la Belgique fédérale.

Le Parlement wallon publie les arrêts qui concernent des décrets régionaux:

- Arrêt de la Cour constitutionnelle du 22 novembre 2012 concernant les recours en annulation totale ou partielle du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, introduits par Marie-Noëlle Solvay et autres, et les questions préjudicielles relatives aux articles 6 à 9 et 14 à 17 du même décret, posées par le Conseil d'Etat (Doc. 701 (2012-2013) N° 1)

- Arrêt de la Cour constitutionnelle du 21 février 2013 concernant le recours en annulation du décret de la Région wallonne du 3 avril 2009 "ratifiant le permis d'urbanisme délivré pour la construction de la jonction "Parc-Sud" du métro léger de Charleroi en application du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général", introduit par la ville de Charleroi et autres (Doc. 755 (2012-2013) N° 1).

- Arrêt de la Cour constitutionnelle du 31 juillet 2013 concernant le décret de la Région wallonne du 9 février 2012 modifiant le Code wallon du Logement (Doc. 848 (2012- 2013)N°1).

# CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT

---





## A. LE GOUVERNEMENT WALLON

Le Gouvernement wallon se compose de 8 membres :

- **M. Rudy Demotte**, Ministre-Président, chargé notamment des relations internationales et de la simplification administrative ;
- **M. Jean-Marc Nollet**, vice-président et ministre du Développement durable, de la Fonction publique, de l'Énergie, du Logement et de la Recherche ;
- **M. André Antoine**, vice-président et ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation, des infrastructures sportives et de la politique aéroportuaire ;
- **M. Jean-Claude Marcourt**, vice-président, ministre de l'Économie, des PME, du Commerce extérieur, des Technologies nouvelles ;
- **M. Paul Furlan**, ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Tourisme ;
- **Mme Eliane Tillieux**, ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances ;
- **M. Philippe Henry**, ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité ;
- **M. Carlo Di Antonio**, ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine.

## B. INTERPELLATIONS ET QUESTIONS

Un député peut exercer sa mission de contrôle sur un gouvernement par le biais d'une question parlementaire. Celle-ci est adressée à un membre du gouvernement sur un dossier relevant de ses compétences dans le but d'obtenir des informations sur la manière dont est géré ce dossier. La question parlementaire peut prendre la forme d'une interpellation, d'une question orale, d'une question écrite ou encore d'une question d'actualité.

Une **interpellation** est demande d'explication adressée par un député à un ou plusieurs ministres à propos d'un acte politique, d'une situation précise, d'aspects généraux ou spécifiques de la politique d'un gouvernement et qui peut donner lieu au dépôt d'une ou de plusieurs motions.

Une **question orale** est question parlementaire dont la recevabilité a été examinée et qui est développée en réunion de commission ou en séance plénière si une interpellation porte sur le même objet.

La **question écrite** est quant à elle une question parlementaire qui relève d'une procédure écrite sans faire l'objet d'un développement en réunion de commission ou en séance plénière.

Enfin, la **question d'actualité** est développée en séance plénière et porte obligatoirement sur un sujet d'actualité.

### *Statistiques*

De façon globale, le Parlement wallon aura connu, durant la session 2012-2013, 73 interpellations (-43% par rapport à la session précédente), 1775 questions orales (-2,16%), 4425 questions écrites (+6,65%) et 157 questions d'actualité (-32,62%).

Par commission :

- *Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales* :

5 interpellations et 57 questions orales développées ;

- *Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique* :

19 interpellations et 249 questions orales développées ;

- *Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports* :

7 interpellations et 184 questions orales développées ;

- *Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles* :

5 interpellations et 185 questions orales développées ;

- *Commission des affaires intérieures et du tourisme* :

9 interpellations et 224 questions orales développées ;

- *Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances* :

3 interpellations et 183 questions orales développées ;

- *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité* :

15 interpellations et 343 questions orales développées ;

- *Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine* :

10 interpellations et 350 questions orales développées.

## C. RAPPORTS DIVERS

### Rapports qui doivent être déposés au Parlement wallon

Une liste des rapports qui doivent être déposés au Parlement wallon est publiée chaque année avant le 31 octobre, sous la forme d'un document parlementaire, avec mention de la date à laquelle chacun de ces rapports a été déposé pour la dernière fois. Les rapports sont envoyés par le président du Parlement wallon, pour examen, à la commission compétente.

Pour la session 2012-2013, cette liste a été publiée le 29 octobre 2012 (Doc.673 (2012-2013) N°1).

### Contrôle des mandats

Ce rapport est rédigé en application de l'article 2 du décret du 19 juin 2008 portant ratification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 pris en exécution de l'article 55 du décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, présenté par le Bureau du Parlement wallon.

Pour la session 2012-2013, ce rapport a été publié le 17 avril 2013 (Doc. 777 (2012-2013) N°1).

## D. LE MEDIATEUR

L'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne a été approuvé par le décret de la Région wallonne du 31 mars 2011 (Doc. 347 (2010-2011) N°3).

Le mardi 4 septembre 2012, M. Marc Bertrand a prêté serment, entre les mains du Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et du Président du Parlement wallon, en qualité de Médiateur commun à la Fédération Wallonie-Bruxelles et à la Wallonie.

Le Médiateur a remis son rapport en date du 2 juillet 2013 dans les mains du Président du Parlement wallon (Doc. 832 (2012-2013)N°1).



# RÉSOLUTIONS

---



## Les résolutions

Tout député peut déposer une proposition de résolution en vue de formaliser l'expression du Parlement wallon sur un problème de société.

Voici la liste des résolutions qui ont été déposées :

- |                           |  |
|---------------------------|--|
| Doc 138 (2009-2010) N° 1  | Proposition de résolution demandant la mise en place d'une Commission de suivi de la mise en oeuvre sur le territoire wallon de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, déposée par MM. Wesphael et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 16 octobre 2012. |
| Doc. 220 (2009-2010) N° 1 | Proposition de résolution visant à la mise en oeuvre du projet Accueil de l'enfance – Accueil extrascolaire, déposée par Messieurs Jamar et Consorts, rejetée le 19 septembre 2012.  |
| Doc. 243 (2010-2011) N° 1 | Proposition de résolution visant au soutien du retour du tram à Liège, déposée par Mme Defraigne, retirée par son auteur en date du 6 novembre 2012.   |
| Doc. 428 (2010-2011) N°1  | Proposition de résolution relative à la réglementation de l'implantation des écrans LED, déposée par Madame Salvi, Messieurs de Lamotte et Di Antonio, rejetée le 30 janvier 2013.   |
| Doc. 467 (2011-2012) N° 1 | Proposition de résolution sur les conseillers « énergie » et « logement » dans les communes, déposée par Messieurs Jamar, Borsus, Mouyard, Crucke et Neven.  |
| Doc. 469 (2011-2012) N°1  | Proposition de résolution visant à soutenir la position belge dans le cadre du prolongement du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), déposée par M. Luperto et Madame Simonis, retirée par ses auteurs en date du 27 mai 2013.  |
| Doc. 592 (2011-2012) N° 1 | Proposition de résolution visant à soumettre à l'UNESCO la proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'humanité de la Forêt de Soignes et de la hêtraie cathédrale, déposée par Madame Servaes et Monsieur Prévot, retirée par ses auteurs en date du 19 novembre 2012.  |
| Doc. 653 (2011-2012) N° 1 | Proposition de résolution portant sur une meilleure accessibilité à l'eau potable dans les espaces publics, déposée par Madame Meerhaeghe, Messieurs Saint-Amand, Desgain et Daele.  |
| Doc. 656 (2011-2012) N° 1 | Proposition de résolution visant au respect de la liberté de la presse en Turquie, déposée par Monsieur Wesphael, rejetée le 17 octobre 2012.  |
| Doc. 660 (2011-2012) N° 1 | Proposition de résolution sur les agences de placement, déposée par Mesdames Kapompolé, Zrihen, Simonis, Monsieur Dupont, Madame Targnion et Monsieur Kilic.   |

Doc. 675 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant la création d'un dispositif organisant des couveuses et des groupements d'associations, déposée par Madame Salvi, Messieurs Prévot, de Lamotte, Lebrun et Elsen.
Doc. 691 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution en vue de l'établissement d'un cadastre des aides à la promotion de l'emploi (APE) du secteur non-marchand et d'une évaluation globale du dispositif, déposée par Messieurs Jeholet, Borsus, Mesdames Barzin, Cornet, Bertouille et Reuter, rejetée le 30 avril 2013.
Doc. 696 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant à soumettre à l'UNESCO la proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'humanité de la Forêt de Soignes et de la hêtraie cathédrale, déposée par Madame Servaes, Messieurs Prévot, Senesael, Mesdames Saenen, Cassart-Mailleux et Monsieur Mouyard, adoptée le 20 février 2013.
Doc. 697 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution sur l'importance d'un parcours d'intégration obligatoire, global et cohérent, déposée par Messieurs Borsus, Dodrimont, Mesdames Reuter et Bertouille, rejetée le 16 janvier 2013.
Doc. 708 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant au respect de la liberté de la presse, déposée par Messieurs Tiberghien, Hazée et Disabato
Doc. 724 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution relative à la promotion d'achats groupés d'énergie, déposée par Madame Kapompolé, Messieurs Stoffels, Onkelinx, Bayet, Tachenion et Madame Simonis.
Doc. 725 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant à renforcer et pérenniser la grande vitesse ferroviaire sur la dorsale wallonne, déposée par Mesdames Cornet, Barzin, Messieurs Miller, Borsus, Madame Defraigne et Monsieur Dodrimont.
Doc. 726 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant à pérenniser et à développer les lignes ferroviaires 42 et 43, déposée par Messieurs Dodrimont, Borsus, Mesdames Cassart-Mailleux, Defraigne, Messieurs Jeholet et Jamar.
Doc. 730 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant à définir les axes de la réforme du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, déposée par Messieurs Stoffels, Bayet, Senesael, Maene et Madame Trotta.
Doc. 731 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant à améliorer la situation des résidents permanents dans les zones non dévolues à la résidence, déposée par Messieurs Dodrimont, Borsus, Madame Cassart-Mailleux et Monsieur Jeholet, rejetée le 15 mai 2013.
Doc. 738 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution relative à la création d'un Observatoire d'anticipation des restructurations, déposée par Messieurs Noiret, Disabato, Hazée et Desgain.



Doc. 748 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant à prendre des mesures concrètes et immédiates en vue d'alléger les difficultés de trésorerie des producteurs laitiers, déposée par Mesdames Cassart-Mailleux, de Coster-Bauchau, Messieurs Dodrimont, Jeholet, Borsus et Binon.
Doc. 749 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution demandant l'instauration au niveau européen de droits sociaux et environnementaux dans le Code des douanes communautaire, déposée par Messieurs Hazée, Disabato, Mesdames Cremasco, Meerhaeghe, Monsieur Noiret et Madame Dethier-Neumann.
Doc. 752 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution relative à l'introduction du cologement dans le logement social, déposée par Monsieur Crucke.
Doc. 763 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution relative aux pertes d'emplois annoncées chez Caterpillar et à la politique industrielle wallonne, déposée par Madame Cornet, Messieurs Borsus, Kubla, Binon, Crucke et Madame Cassart-Mailleux.
Doc. 764 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant à dégager une solution rapide pour les personnes en situation de handicap en attente d'un budget d'assistance personnelle, déposée par Monsieur Dodrimont, Mesdames Bertouille et Reuter, rejetée le 30 avril 2013.
Doc. 766 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution relative à l'éolien et à la problématique de gestion des certificats verts, déposée par Messieurs Borsus, Crucke, Madame Reuter, Monsieur Kubla et Madame Cornet.
Doc. 767 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution exprimant un avis de principe favorable à l'extension du droit de vote des Belges résidant à l'étranger aux élections régionales et communautaires, déposée par Messieurs Jamar, Borsus, Wahl et Madame Cornet, rejetée le 15 mai 2013.
Doc. 769 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant à créer un label afin de favoriser la visibilité des produits de qualité différenciée dans le cadre de circuits courts en matière d'alimentation, déposée par Madame Dethier-Neumann, Monsieur Desgain, Madame Linard, Monsieur Daele, Madame Saenen et Monsieur Disabato.
Doc. 776 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant à donner suite, dans le cadre des compétences de la Région wallonne, à la résolution du Sénat visant à reconnaître la responsabilité de l'Etat belge dans la persécution des Juifs en Belgique pendant la seconde guerre mondiale, déposée par Madame Targnion, Messieurs Borsus, Disabato, Prévot et Wesphael, adoptée le 29 mai 2013.
Doc. 778 (2012-2013) N° 1	Proposition de résolution visant à l'encouragement des communes à la mise à disposition d'un lieu public permettant d'organiser des funérailles non confessionnelles ou laïques, déposée par Monsieur Hazée, Madame Cremasco, Monsieur Disabato, Mesdames Linard,

Meerhaeghe et Monsieur Tiberghien.

- Doc. 785 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution visant à soutenir les institutions et associations offrant l'aide alimentaire urgente aux plus démunis, déposée par Madame Simonis, Messieurs Borsus, Prévot et Daele, adoptée le 12 juin 2013.
- Doc. 790 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution visant à supprimer la possibilité de taxer les maisons de repos en tant que seconde résidence, déposée par Madame Linard, Messieurs Hazée, Disabato, Daele, Tiberghien et Madame Meerhaeghe.
- Doc. 792 (2012-2013) N°1 Proposition de résolution relative aux contrats de service public liant la Région wallonne aux sociétés du Groupe T.E.C., déposée par Messieurs Borsus, Dodrimont, Mesdames de CosterBauchau, Barzin, Messieurs Binon et Wahl.
- Doc. 800 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution visant à promouvoir la réindustrialisation de l'Union européenne, déposée par Madame Simonis, Monsieur Maene, Madame Targnion, Messieurs Bayet, Onkelinx et Bolland.
- Doc. 805 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution demandant le portage de la sidérurgie intégrée liégeoise par les pouvoirs publics wallons, déposée par Monsieur Wesphael.
- Doc. 806 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution relative au renforcement de la primauté du soutien à l'emploi dans les décrets d'expansion économique, déposée par Monsieur Bolland, Madame Gahouchi, Monsieur Collignon, Madame Zrihen et Monsieur Onkelinx.
- Doc. 822 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution visant à améliorer la prise en charge de l'anorexie mentale, de la boulimie et des troubles apparentés, déposée par Mesdames Trotta, Zrihen et Monsieur Bolland
- Doc. 828 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution relative à l'exclusion de l'agriculture du champ d'application du futur accord de Partenariat de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique, déposée par Madame Dethier-Neumann, Messieurs Hazée, Disabato, Madame Linard et Monsieur Desgain.
- Doc. 830 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution visant à garantir le financement des communes et à créer un groupe de travail relatif aux perspectives d'avenir des finances communales, déposée par Messieurs Collignon, Bouchat, Hazée et Neven.
- Doc. 838 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution relative à la création d'un point de contact chargé de l'actualisation des systèmes GPS au sein du Service public de Wallonie, déposée par Messieurs Jamar, Borsus et Jeholet.
- Doc. 839 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution visant à développer une solution cohérente et durable pour les citoyens en zones d'habitat permanent, déposée par Mesdames Meerhaeghe,

Cremasco, Saenen, Messieurs Daele, Tiberghien et Hazée.

- Doc. 841 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution invitant le Gouvernement wallon à lancer un programme exceptionnel de création et d'entretien de logements, déposée par Monsieur Stoffels.
- Doc. 852 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution visant à défendre et à garantir les spécificités du monde agricole wallon dans le cadre des négociations sur l'accord de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique, déposée par Mesdames Dethier-Neumann, Simonis, Monsieur Prévot, Madame Linard, Messieurs Senesael et Bastin.
- Doc. 854 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution visant à améliorer la situation des résidents domiciliés dans des équipements situés actuellement en zone d'habitat permanent, déposée par Messieurs Borsus et Dodrimont.
- Doc. 856 (2012-2013) N° 1 Proposition de résolution relative à la gestion de l'Institut scientifique de service public en Région wallonne, déposée par Messieurs Jamar, Crucke, Dodrimont, Neven, Madame Cornet et Monsieur Binon.



# DÉBATS TENUS EN SÉANCES PLÉNIÈRES

---



## A. DÉBATS EXTRAORDINAIRES

### ■ Séance plénière du 3 octobre 2012

Débat sur l'évolution du dossier ArcelorMittal à Liège (CRI N° 2 (2012-2013))

### ■ Séance plénière du 17 octobre 2012

Débat sur la sécurité routière (CRI N° 3 (2012-2013))

### ■ Séance plénière du 7 novembre 2012

Débat sur « Quelle politique industrielle en Wallonie ? » (CRI N° 4 (2012-2013))

### ■ Séance plénière du 16 janvier 2013

Débat sur les projets de la SNCB en Wallonie (CRI N° 8 (2012-2013))

### ■ Séance plénière du 30 janvier 2013

Débat sur la sidérurgie liégeoise (CRI N° 9 (2012-2013))

### ■ Séance plénière du 6 mars 2013

Débat sur les pertes d'emplois annoncées chez Caterpillar et la politique industrielle wallonne (CRI N° 11 (2012-2013))

### ■ Séance plénière du 20 mars 2013

Débat sur les conclusions du Sommet européen et son impact sur l'emploi, notamment des jeunes (CRI N° 12 (2012-2013))

### ■ Séance plénière du 30 avril 2013

Débat sur le projet de Code du développement territorial (CRI N° 14 (2012-2013))

### ■ Séance plénière du 12 juin 2013

Débat sur la dynamique aéroportuaire wallonne (CRI N° 17 (2012-2013))

## B. DÉBATS RELATIFS À DES QUESTIONS D'ACTUALITÉ

### ■ Séance plénière du 19 septembre 2012

Débat sur l'évolution du dossier ArcelorMittal à Liège (CRI N° 1 (2012-2013))

### ■ Séance plénière du 17 avril 2013

Débats sur :

1. l'évolution des travaux de la « task force » sur la sidérurgie liégeoise
2. l'accord intervenu entre la coopérative FAIRECOOP et la laiterie luxembourgeoise LUXLAIT (CRI N° 13 (2012-2013))

📌 Séance plénière du 12 juin 2013

Débat sur l'installation d'éoliennes le long des autoroutes (CRI N° 17 (2012-2013))

📌 Séance plénière du 26 juin 2013

Débat sur la réforme de la Politique agricole commune (CRI N° 18 (2012-2013))



# RELATIONS INTERNATIONALES

---



## A. ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES

### ■ Visite d'une délégation du Parlement d'Åland (Finlande) - le 3 octobre 2012

Le Parlement wallon a accueilli une importante délégation du Parlement d'Åland (Finlande) conduite par sa Présidente, Mme Britt Lundberg.

Après avoir entendu des exposés sur le rôle et le fonctionnement du Parlement ainsi que sur les interactions entre le Parlement wallon et l'Union européenne, les députés ont participé à un large débat portant notamment sur les règles répartitrices de compétences, la situation économique, la transposition des législations européennes, le contrôle de la subsidiarité et la vitalité démocratique.

### ■ Visite de S.E. l'Ambassadeur des Pays-Bas - le 16 octobre 2012

S.E. Monsieur Hendrik J.J. Schuwer, Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas auprès du Royaume de Belgique, a été reçu par Monsieur Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon.

L'Ambassadeur Schuwer a souligné les liens étroits qui unissent la Wallonie et les Pays-Bas et l'importance d'échanges économiques dont le potentiel de développement n'est toutefois pas négligeable.

L'Ambassadeur des Pays-Bas a informé le Président Dupriez des échanges que le Gouvernement néerlandais organisait avec de jeunes décideurs et qui ont pour objectif d'améliorer la connaissance réciproque des deux entités.



*Photo : S.E. Monsieur Hendrik J.J. Schuwer, Ambassadeur des Pays-bas s'entretient avec M. Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon*

#### 📌 Visite de S.E. l'Ambassadeur d'Iran - le 27 novembre 2012

S.E. Monsieur Mahmoud Barimani, Ambassadeur de la République islamique d'Iran auprès du Royaume de Belgique, a été reçu à sa demande par Monsieur Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon.

A cette occasion, M. l'Ambassadeur a mis l'accent sur l'importance du dialogue et de la compréhension mutuelle entre les nations et a souligné l'exemple que constitue la construction européenne à cet égard. Il a rappelé l'image positive que les Iraniens ont de la Belgique en raison de la présence passée.

Après avoir dit son intérêt pour une meilleure connaissance mutuelle dans un contexte international, M. le Président Dupriez a interrogé l'Ambassadeur sur le rôle du Conseil des gardiens de la Constitution par rapport au Parlement. Il a également abordé la situation en Syrie.

#### 📌 Visite de S.E. l'Ambassadeur de Croatie - le 3 décembre 2012



*Photo : S.E. Monsieur Mario Nobile, Ambassadeur de la République de Croatie auprès du Royaume de Belgique, signe le livre d'or du Parlement wallon en présence de MM. Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon, et Jean-Claude Maene, Président de la Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales.*

S.E. Monsieur Mario Nobile, Ambassadeur de la République de Croatie auprès du Royaume de Belgique, a été reçu par MM. Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon, et Jean-Claude Maene, Président de la Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales.

La situation politique et économique en Croatie a été abordée mais l'essentiel de l'entretien a porté sur la prochaine adhésion de la Croatie à l'Union européenne.

Il a également été fait référence aux dix points d'attention relevés par la Commission européenne dans son rapport d'évaluation des dernières réformes à mettre en oeuvre par la Croatie dans la perspective de son adhésion. Parmi ces dix points, ont été abordées en particulier les questions de la lutte contre la corruption et de la privatisation des chantiers navals. La problématique du retour des populations déplacées et l'impact potentiel de l'adhésion de la Croatie à l'Union sur l'expression des identités régionales au niveau européen ont aussi fait l'objet de discussions.

#### 📌 Visite de S.E. l'Ambassadeur de l'Etat des Emirats arabes unis - le 5 février 2013

S.E. Monsieur Sulaiman Hamid Almazroui, Ambassadeur de l'Etat des Emirats arabes unis auprès du Royaume de Belgique, a été reçu par Monsieur Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon.

M. l'Ambassadeur a souligné que les Emirats arabes unis étaient le premier partenaire économique de la Belgique au Moyen Orient. Les échanges sont notamment importants dans le secteur des soins de santé, des infrastructures et du diamant. A également été abordée la problématique des fonds souverains et le souhait des Emirats de renforcer la collaboration avec la Belgique au niveau du transport aérien.

Un point a été fait sur l'évolution du bouquet énergétique aux Emirats. En trente ans, la part des énergies fossiles dans la consommation énergétique est passée de 80 à 30 % et ce malgré le développement rapide des infrastructures.

M. le Président a ensuite présenté les secteurs porteurs au niveau wallon. M. l'Ambassadeur s'est montré particulièrement intéressé par les innovations wallonnes dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables.

#### 📌 Visite de S.E. L'Ambassadeur de France - le 22 février 2013

Lors de sa rencontre avec Monsieur Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon, S.E. Monsieur Bernard Valero, Ambassadeur de France auprès du Royaume de Belgique, a souligné que la Belgique était le troisième partenaire économique de la France et que les échanges étaient deux fois plus importants qu'avec la Chine.

Il a également souligné l'importance de la coopération transfrontalière entre la Wallonie et la France et fait référence à la nécessité d'un renforcement de celle-ci, notamment en matière d'environnement et de recherche. Le Président Dupriez a rappelé le besoin de renforcer la coopération transfrontalière tant au niveau bilatéral que multilatéral, par exemple dans le cadre de la Grande Région.

A également été mise en évidence la nécessité de l'approfondissement de l'intégration européenne tant dans les domaines budgétaire et fiscal qu'en ce qui concerne le soutien aux travailleurs touchés par des restructurations d'envergure ; le dossier de la sidérurgie a particulièrement retenu l'attention.



*Photo : M. Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon, et S.E. Monsieur Bernard Valero, Ambassadeur de France.*

■ Visite de l'Ambassadeur de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine auprès du Royaume de Belgique - le 16 avril 2013

Monsieur le président Patrick DUPRIEZ et S.E. M. Lazar Elenovski, Ambassadeur de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine auprès du Royaume de Belgique, ont évoqué lors d'un échange de vues la perspective de l'entrée de cette république dans l'Union européenne.

Ont également été abordées des questions liées aux droits des minorités et à la nécessité de dégager un consensus large au niveau de la décision politique entre les deux principales communautés du pays. La question de la décentralisation a aussi fait l'objet d'échanges.

Les relations entre la Wallonie et cette république des Balkans du Sud sont notamment illustrées par des stages d'étudiants macédoniens au sein d'entreprises wallonnes ou encore des échanges entre des entreprises wallonnes et la Macédoine dans le domaine de l'environnement et du recyclage des déchets.

■ Visite de l'Ambassadrice de la République de Cuba auprès du Royaume de Belgique - le 23 avril 2013



*Photo : Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon, et S.E. Mme Mirtha Hormilla Castro, Ambassadrice de la République de Cuba auprès du Royaume de Belgique.*

Accueillie par le Président Patrick Dupriez, S.E. Mme Mirtha Hormilla Castro, Ambassadrice de la République de Cuba auprès du Royaume de Belgique a évoqué avec son hôte le processus de réformes du modèle économique et social cubain en cours depuis le sixième congrès du PCC de 2011. Le transfert massif de plus d'un million de travailleurs du secteur public vers le secteur privé a été mis en exergue.

Des défis qui s'imposent à Cuba tels que la dépendance énergétique et la souveraineté alimentaire ont été présentés. Il a été fait mention de collaborations existant avec la Belgique pour la mesure de la qualité des sols cubains. Ont aussi été mises en évidence les avancées cubaines dans le domaines des biotechnologies (vaccins, équipements médicaux).

Mme l'Ambassadrice a fait état de son souhait de renforcer les liens avec la Wallonie en ce qui concerne la recherche dans le domaine agricole et M. le Président Dupriez a rappelé l'expertise wallonne en la matière en faisant notamment mention de l'agro-écologie.

De potentielles collaborations avec la Wallonie à cet égard ont aussi été envisagées dans le domaine de l'énergie solaire.

#### 📌 Visite de l'Ambassadeur du Japon auprès du Royaume de Belgique - le 3 mai 2013

S.E. M. Mitsuo Sakaba, Ambassadeur du Japon auprès du Royaume de Belgique a mis en évidence la volonté d'encourager une augmentation des investissements japonais en Wallonie. Il y a actuellement dix entreprises japonaises présentes en Wallonie. A cet égard, a été rappelée la création récente fin 2012 d'un Japan Welcome Office à Louvain-la-Neuve. M. le Président a souligné les nombreux atouts de la Wallonie pour les investisseurs étrangers, tels que sa situation au coeur des réseaux de communications européens, sa main-d'oeuvre très qualifiée et l'efficacité des pôles de compétitivité.

M. l'Ambassadeur a évoqué la situation japonaise suite à la catastrophe de Fukushima et les débats intenses au sein de la Diète japonaise au sujet de la réforme en cours de la politique énergétique.

Enfin, M. l'Ambassadeur a fait mention de la signature récente d'un protocole visant à modifier la convention entre le Royaume de Belgique et le Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu. La convention modifiée a été ratifiée par le parlement japonais et devrait être prochainement ratifiée par le Parlement wallon.

#### 📌 Visite de S.E. l'Ambassadeur du Sénégal - le 28 juin 2013

S.E. M. Amadou Diop, Ambassadeur du Sénégal auprès du Royaume de Belgique, a tenu à effectuer sa première visite officielle depuis sa prise de fonction en Belgique au Parlement wallon afin de témoigner des liens profonds qui unissent la Wallonie et le Sénégal.

Les relations entre le Sénégal et la Wallonie ont fait l'objet d'un échange de vues durant lequel le partenariat existant entre Wallonie-Bruxelles International et le Sénégal dans différents domaines tels que l'éducation, la santé, l'agriculture et l'assainissement de l'eau.

Les réformes en cours au Sénégal ont ensuite été abordées, en particulier celles relatives à la bonne gouvernance.

Des problématiques telles que la maîtrise de l'eau et la modernisation de l'agriculture sénégalaise ont également fait l'objet de discussions.

#### 📌 Visite de S.E. l'Ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie - le 8 juillet 2013

Accueilli par le Président Patrick Dupriez et par le Député Jean-Claude Maene, président de la commission en charge des relations internationales, S.E. M. Montaser Oklah Al-Zoub'bi, Ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie auprès du Royaume de Belgique, a rappelé l'existence de deux grandes communautés tant en Jordanie qu'en Belgique et insisté sur le fait que la Belgique représente à cet égard un modèle de vivre ensemble grâce à un modèle institutionnel sophistiqué qui a fait ses preuves.

Ont ensuite été abordés des sujets d'actualité tels que le printemps arabe et ses répercussions en Jordanie. M. l'ambassadeur a rappelé que la Jordanie n'avait pas attendu le printemps arabe pour accélérer le processus de démocratisation du pays.

Les domaines dans lesquels un renforcement de la coopération économique entre la Wallonie et la Jordanie pourrait être envisagé (tels que les technologies de l'information ou l'agroalimentaire) ont enfin été évoqués.

## B. DÉPLACEMENTS ET MISSIONS

### Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique

#### ■ Mission

- Mission d'étude d'une délégation de la Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique, sur la thématique des énergies renouvelables et des éco-quartiers à Lyon, Grenoble et Valence (du 19 au 22 février 2013)

Doc. 783 (2012-2013) N° 1                      Rapport présenté en application de l'article 155 du règlement par Madame Meerhaeghe et Monsieur Senesael

#### ■ Visites

- Mission d'étude d'une délégation de la Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique (le 27 juin 2013)

Visites de :

- l'asbl InnovaTech (Maison de l'industrie technologique) à Gosselies ;
- l'asbl Cenaero (Centre d'excellence en recherche aéronautique) à Gosselies ;
- le laboratoire composite et du supercalculateur au Village Plasturgie Composite à Gosselies.

Doc. 837 (2012-2013) N°1                      Rapport présenté en application de l'article 155 du règlement par Monsieur Desgain

### Commission des affaires intérieures et du tourisme

#### ■ Mission

- Mission d'une délégation de la Commission des affaires intérieures et du tourisme à la 12e Conférence des villes, à Paris (le 19 septembre 2012)

Doc. 678 (2012-2013) N° 1                      Rapport présenté en application de l'article 155 du règlement par Monsieur Yzerbyt

## C. PARTICIPATIONS À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES ET INTERRÉGIONALES

### CALRE (Conférence des assemblées législatives des régions d'Europe)

La CALRE réunit les parlements régionaux de l'Union européenne qui possèdent un pouvoir législatif. Il s'agit de 74 régions réparties dans 8 pays.

Depuis la Déclaration fondatrice d'Oviedo de 1997, les missions de la CALRE consistent à approfondir la participation démocratique de ses membres dans le cadre de l'Union européenne, à défendre les valeurs et les principes de la démocratie régionale, à renforcer les liens entre les assemblées législatives régionales et à soutenir leurs activités de coopération transfrontalières.

Les 29 et 30 novembre 2012, l'assemblée générale s'est réunie à Mérida et a adopté une déclaration par laquelle elle réaffirme sa volonté de voir ses parlements membres participer activement aux processus de décision de l'Union européenne.



Le 14 et 15 avril 2013, un groupe de travail s'est réuni à Venise (I) pour discuter du fédéralisme financier.

Le 10 mai 2013, un autre groupe de travail s'est réuni à Rome (I) afin de poursuivre sa réflexion sur le contrôle parlementaire de la subsidiarité, tel qu'instauré par le Traité de Lisbonne. Il a notamment été convenu d'intensifier les actions de contrôle, notamment au travers de la poursuite d'échange de bonnes pratiques et de notes de réflexion.

## CPI (Conseil Parlementaire Interrégional)

Groupement européen de coopération territoriale, la Grande Région comprend le Grand-Duché de Luxembourg, les Länder allemands de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre, la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone de Belgique, ainsi que la Région française de Lorraine.

La Grande Région a pour but d'améliorer la coopération politique et économique ainsi que les partenariats entre les différents acteurs.

- **Réunion conjointe de la Commission Transports et Communications et de la Commission des Affaires économiques** - Trèves (Allemagne), le 28 septembre 2012 à Trèves.
- **Réunion du Comité permanent**, - Metz (France), le 13 novembre 2012
- **Réunion de la Commission Enseignement, Formation, Recherche et Culture** - Luxembourg, le 16 novembre 2012.
- **49ème séance plénière** - Metz (France), le 7 décembre 2012  
Les recommandations adoptées lors de cette réunion portent sur :
  - un développement urbain durable - Le Fonds européen de développement régional (FEDER) à l'avenir également pour les infrastructures de transport et le tourisme ;
  - l'énergie éolienne dans la Grande Région. Surmonter la crise économique par les énergies renouvelables ;
  - "Plus de sécurité - sans frontières".
- **Réunion de la Commission Sécurité intérieure, protection civile et services de secours, sur le développement de l'accord de Mondorf relatif à la coopération entre les autorités de police et les autorités douanière dans les régions frontalières** - Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg), le 11 janvier 2013.
- **Réunion de la Commission des affaires économiques** - Blegny-Mine, le 7 mars 2013.

À l'initiative des représentants du Parlement wallon, la Commission des affaires économiques du CPI s'est réunie afin de faire le point sur la situation de la sidérurgie dans la Grande Région.

La Commission était présidée par M. Marc Bolland, député wallon, et la réunion s'est tenue en présence de M. Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon.

La réflexion menée se situe dans la continuité des travaux antérieurs qui ont abouti à une résolution comportant 19 recommandations adressées aux institutions européennes et aux exécutifs des différents membres.

Dans cette résolution, les parlementaires ont notamment insisté sur la communauté de destin unissant la sidérurgie de Wallonie, de Lorraine, du Grand-Duché de Luxembourg, de Rhénanie-Palatinat et de Sarre.

La commission a par ailleurs décidé d'approfondir l'idée d'un Observatoire de coordination des politiques publiques menées par ses membres afin de développer et renforcer les atouts de notre sidérurgie, vue comme un processus de production à intégrer dans ses différentes phases au niveau de notre territoire, en évitant la mise en concurrence des sites et des travailleurs.

- Réunion de la Commission Transports et Communications au sujet des Fonds européens de développement régional (FEDER) et du développement et de l'harmonisation du prix du carburant - Perl-Borg (Allemagne), le 15 mars 2013.
- Réunion conjointe de la Commission Affaires sociales et de la Commission Enseignement, Formation, Recherche et Culture au sujet du marché du travail et de la formation professionnelle dans la Grande Région - Metz (France), le 12 avril 2013.
- Réunion de la Commission Sécurité intérieure, protection civile et services de secours, sur le développement des services de secours transfrontaliers dans la Grande Région - Sarrebruck (Allemagne), le 26 avril 2013.
- Réunion de la Commission Environnement et Agriculture au sujet du rôle des acteurs locaux dans la mise en oeuvre des politiques climatiques dans la Grande Région - Morbach (Allemagne), le 3 mai 2013.
- Réunion du Comité permanent - Mayence (Allemagne), le 17 mai 2013.
- Réunion de la Commission Sécurité intérieure, protection civile et services de secours, sur le thème de la protection civile - Ludwigshafen (Allemagne), le 7 juin 2013.
- 50ème séance plénière - Trèves (Allemagne), le 21 juin 2013.  
Cinq recommandations ont été adoptées à l'unanimité lors de cette réunion dont celles portant sur :
  - la formation professionnelle transfrontalière au service de la mobilité des jeunes et des actifs dans la Grande Région, pour un marché de travail plus intégré et une économie plus compétitive;
  - le rôle des acteurs locaux dans la mise en oeuvre des politiques climatiques - Une énergie nouvelle pour l'avenir.

## Comité des Députés de la Ligne de Front

Pour mieux préparer les temps forts des commémorations du centenaire de la Grande Guerre, des députés des régions de la ligne de front se sont engagés dans une démarche commune de réflexion afin de notamment coordonner les différentes initiatives et projets.

- Réunion d'installation du Comité des Députés de la ligne de front - Paris, le 5 juin 2013.

## Comité mixte Assemblée nationale du Québec-Parlement wallon

- VIIe session du Comité mixte Assemblée nationale du Québec - Parlement wallon, Québec, du 19 au 24 mai 2013

Instituée en 2003, cette entente vise à développer la coopération interparlementaire entre les deux assemblées et à échanger des « bonnes pratiques » sur des thématiques qui font l'actualité tant au Québec qu'en Wallonie.

Pour cette VIIe session, les députés wallons et québécois avaient choisi de débattre sur deux importants dossiers :

1. l'immigration et l'intégration des immigrants. Les députés québécois ont présenté de manière détaillée les mécanismes mis en place au Québec afin de faciliter l'accueil des immigrants et la délégation wallonne a visité le centre R.I.R.E 2000 à Québec en charge de l'accompagnement des personnes immigrantes dans leur intégration socio-professionnelle ;
2. les enjeux liés à l'étalement urbain et les mesures pour l'encadrer. La délégation wallonne a notamment rencontré des représentants de la ville de Québec ainsi que des représentants des municipalités régionales de comté de Charlevoix et de la Haute-Côte-Nord.

Une discussion nourrie a suivi chacun des exposés, renforçant la connaissance mutuelle des politiques menées dans chacune des entités.

Les trois réunions de travail ont été précédées d'une rencontre entre le Président du Parlement wallon et son homologue québécois, Monsieur Jacques Chagnon.

Cette VIIe session du Comité mixte s'est clôturée par la signature de résolutions.

## Délégation Wallonie-Bruxelles au Québec et Awex-Montreal

Le 19 mai 2013, une délégation du Parlement wallon emmenée par le Président Patrick Dupriez a eu un entretien avec M. Sotiaux, Délégué Wallonie-Bruxelles au Québec, et M. de Patoul, représentant de l'AWEx à Montreal, afin de faire le point sur l'état des relations entre la Wallonie et le Québec.



# RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ

---



## A. BIENVENUE AU PARLEMENT WALLON

### Comment assister à une séance plénière ou une réunion de commission?

Il suffit de se présenter à l'accueil du bâtiment Saint-Gilles, rue Notre-Dame, 1 à Namur, un jour de réunion de commission ou de séance plénière muni d'une pièce d'identité. Le calendrier des réunions ainsi que toutes les informations permettant d'atteindre le Parlement wallon sans encombre se trouvent sur le site web du Parlement wallon ([www.parlement-wallon.be](http://www.parlement-wallon.be)).

### Visiter le bâtiment Saint-Gilles

Les demandes pour une visite de groupe doivent être introduites par écrit au moins un mois à l'avance. A cet effet, il suffit de remplir le formulaire disponible sur le site internet du Parlement.

Les visites ont lieu tous les lundis et vendredis non fériés et le deuxième samedi de chaque mois. L'horaire est le suivant: 10h, 11h, 14h, 15h, 16h (un groupe par tranche horaire).

## B. STATISTIQUES DES VISITES

Durant la session 2012-2013, ce sont 3246 visiteurs (2952 en 2011-2012), répartis en 117 groupes, qui ont visité le Parlement wallon.

## C. ÉVÉNEMENTS

### Journée "Place aux enfants"

Le **samedi 20 octobre 2012**, le Parlement wallon a accueilli 36 parlementaires d'un jour dans le cadre de l'opération « Place aux enfants ». Les participants ont ainsi pu mieux comprendre la fonction parlementaire, en l'exerçant.

Les enfants qui s'étaient inscrits auprès des services de la Ville de Namur ont bénéficié d'une formation accélérée à l'histoire du parlement, à ses modalités de travail et aux prescriptions que doivent respecter les textes légaux.

Encadrés par le personnel du Greffe, ils ont élaboré et adopté, comme le feraient des parlementaires en exercice, différentes « propositions de résolution ».

Chaque enfant s'est vu offrir, outre une copie des « résolutions » dont il a été le coauteur et une documentation consacrée au Parlement wallon, l'attestation lui reconnaissant la qualité de « parlementaire d'un jour ».

### Opération « Un jour au Parlement wallon »

Les **jeudi 18 et vendredi 19 avril 2013**, le Parlement wallon a accueilli 215 étudiants de l'enseignement secondaire et leurs accompagnateurs dans le cadre de l'opération « Un jour au Parlement wallon ».

Qu'ils soient issus de l'IPES Léon Hurez de La Louvière, de l'Ecole « La Sitrée » de Vedrin, de l'IESPP Mons, de l'Institut de La Providence à Ciney, de l'Athénée Royal d'Esneux, de l'Athénée Royal de Marche-Barvaux-Bomal, du Centre Educatif « La Garenne » de Charleroi et du CECS de Couillet-Marcinelle, les élèves ont activement pris part à différentes séances de travail avec M. Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon, Mmes Barzin, Gahouchi, Linard, Moucheron, Saenen, MM. Hazée, Maene, Tanzilli et Mouyard, députés wallons ainsi qu'avec M. le Greffier.

Ces différentes séquences leur ont permis d'appréhender très concrètement le fonctionnement général du Parlement wallon, mais plus précisément encore l'organisation des travaux parlementaires, tant en commission qu'en séance plénière. Ils ont reçu, au terme de chaque demi-journée de rencontre, une documentation spécialisée sur le Parlement wallon afin d'en permettre l'exploitation approfondie en classe.

## Présentation de l'ouvrage "L'Assemblée wallonne de 1912-1923 : premier parlement de Wallonie"

Le **mardi 18 décembre 2012**, le Parlement wallon a accueilli la présentation à la presse d'une monographie publiée par l'Institut Destrée et signée par Paul Delforge, directeur de recherches à l'Institut Destrée, intitulée L'Assemblée Wallonne 1912-1923, Premier Parlement de la Wallonie.

Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon, qui a préfacé cet ouvrage, a relevé que peu après sa célèbre Lettre au roi, Jules Destrée était à la manoeuvre de cette initiative résolument démocratique, novatrice et ambitieuse, que le regard historique de Paul Delforge permet de considérer comme le premier Parlement de Wallonie.

Un siècle plus tard, dans un contexte politique qui voit le Parlement wallon accroître ses compétences et son influence sur le quotidien des Wallonnes et des Wallons et devenir plus encore le centre névralgique de notre démocratie, il est troublant, a souligné le Président Dupriez, de constater que les questions d'aujourd'hui entrent particulièrement en résonance avec celles d'hier.

L'avenir n'est pas devant nous, a-t-il ajouté, il est en nous et il s'enracine dans un passé dont la richesse mérite d'être éclairée sinon révélée au plus grand nombre, ce en quoi cet ouvrage est particulièrement utile.

## Colloque inaugural du programme de sensibilisation des parlementaires intitulé "Les Midis de l'évaluation des choix technologiques au Parlement wallon"

Le **vendredi 8 mars 2013**, le Parlement wallon a accueilli une journée de débat et de réflexion autour de l'évaluation des choix technologiques en Wallonie.

L'évaluation des choix technologies (connue en anglais sous le nom de Technology Assessment) consiste à évaluer l'impact de l'évolution de la science et de la technologie sur la société en vue de prendre les meilleures décisions politiques et de stimuler le débat et la participation du public sur des thèmes aussi variés que les énergies renouvelables, l'internet, les OGM, les nanotechnologies ou la mobilité. Il s'agit d'un processus scientifique, interactif et communicationnel qui contribue à la formation d'une opinion publique et politique sur les aspects sociétaux et économiques liés à la science et la technologie.

Dans le cadre d'un projet de recherche européen PACITA (Parliaments and Civil Society in Technology Assessment), le centre de recherche SPIRAL du Département de Science politique de l'Université de Liège a organisé cette journée en partenariat avec le Groupe de travail du Parlement wallon "Evaluation des choix technologiques".

Cette journée de débats et de réflexion a été l'occasion d'échanger avec des parlementaires, des experts nationaux et internationaux en évaluation des choix technologiques ainsi que des



scientifiques de plusieurs universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission européenne.

Ce ne sont pas moins de 19 invités de marque qui sont intervenus au cours de la journée.

Le futur de l'évaluation des choix technologiques en Europe et en Wallonie, les technologies de l'alimentation et les technologies de la démocratie ont ainsi fait l'objet de différents panels créatifs et interactifs.



# *IN MEMORIAM*

## Anciens députés

- M. Raymond Bataille († 19/11/2012)
- M. Jacques Hoyaux († 11/02/2013)
- M. Pierre Mainil († 25/02/2013)
- M. Yves-Jean du Monceau de Bergendal († 27 juillet 2013)

## Hommages

Le 19 septembre 2012, le Président du Parlement wallon a salué la mémoire de MM. Michel Daerden et Guy Spitaels, décédé respectivement le 5 août 2012 et le 20 août 2012.

Le 8 janvier 2013, le Président du Parlement wallon a salué la mémoire de Ferdel Schröder, Président du Parlement de la Communauté germanophone, décédé le 3 janvier 2013.

# ANNEXE

## SYNTHESE CHIFFREE

Session	SE 1995	1995 1996	1996 1997	1997 1998	1998 1999	SE 1999	1999 2000	2000 2001	2001 2002	2002 2003	2003 2004	SE 2004	2004 2005	2005 2006	2006 2007	2007 2008	2008 2009	SE 2009	2009 2010	2010 2011	2011 2012	2012 2013	2013 2014
Projets de décret	3	29	43	68	79	3	32	45	72	100	92	1	27	54	68	70	67	1	42	52	72	87	
Propositions de décret	57	30	38	23	13	29	26	16	25	18	41	19	75	75	44	40	40	60	20	54	35	22	
Motions	2	40	19	13	9	2	14	9	3	4	7	2	22	18	21	14	12	4	28	24	14	22	
Résolutions	-	7	10	7	6	5	4	9	13	19	11	-	26	62	34	44	40	2	22	49	30	36	
Divers *	-	9	4	2	-	1	7	6	2	4	5	1	9	3	3	1	5	-	6	1	1	0	
Interpellations	2	112	57	34	18	2	17	14	18	11	19	-	127	253	296	295	165	-	228	145	128	73	
Questions orales	-	15	89	103	67	12	202	174	281	328	298	-	963	1143	1047	1174	566	-	1787	1806	1816	1775	
Questions d'actualité	6	104	102	89	65	8	87	96	121	145	115	-	193	184	210	188	87	-	174	203	233	157	
Questions écrites	134	694	753	639	282	37	348	350	322	327	248	25	917	1245	1674	3095	1552	301	3267	5482	4149	4425	

\* Proposition de modification du règlement, proposition de création/de formation de commission spéciale, proposition de décision

Décrets, motions et résolutions : textes déposés  
 Interpellations et questions développées  
 Questions écrites déposées